



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 15 FÉVRIER 2023
GEMEENTERAAD VAN 15 FEBRUARI 2023

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Catherine Moureaux, *Présidente du Conseil/Voorzitster van de Raad* ;
Françoise Schepmans, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Hind Addi, Yassine Akki, Mohamed El Bouazzati, Khalil Boufraquech, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Mohamed Amine Akrouh, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Théophile Emile Talemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Patrick Bacart, Fatima Zahmidi, Marc Demeyer, Abdelkarim Haouari, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Marijke Aelbrecht, *Secrétaire f.f./Wvd. Secretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Abdellah Achaoui, *Échevin(e)/Schepen* ;
Jamal Ikazban, Danielle Evraud, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Laurent Mutambayi, Joke Vandembemt, Rajae Maouane, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 18:10
Opening van de zitting om 18:10

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

15.02.2023/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à la propreté publique.-
report du 25/01/2023

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne relative à la propreté publique.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellatie betreffende de openbare netheid.-
uitstel van 25/01/2023

De Raad neemt kennis.

15.02.2023/A/0002 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellations citoyennes relatives à l'augmentation de
la taxe additionnelle au précompte immobilier.- report du 25/01/2023

LE CONSEIL,

Prend connaissance des deux interpellations citoyennes annexées.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellaties betreffende de vhoging van de opcentiemen bij de onroerende voorheffing.- uitstel van 25/01/2023

DE RAAD,

Neemt kennis van de burgerinterpellaties in bijlage.

De Raad neemt kennis.

15.02.2023/A/0003 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Démission de Monsieur Jamal Ikazban en tant que Conseiller de police - Communication.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police Intégré, structuré à deux niveaux, ci-après dénommée "LPI" ;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2000 et du 7 novembre 2018 relatif à l'élection des membres du conseil de police dans chaque conseil communal ;

Considérant que Monsieur Jamal Ikazban a été élu lors de la séance du conseil communal du 12/12/2018 membre effectif du conseil de police, sans suppléant ;

Prend acte :

De la démission de Monsieur Jamal Ikazban en tant que conseiller de police.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Ontslag van Mijnheer Jamal Ikazban als politieraadslid - Mededeling.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 2000 en van 7 november 2018 betreffende de verkiezing van de leden van de politieraad in elke gemeenteraad ;

Overwegende dat Mijnheer Jamal Ikazban tijdens de gemeenteraadzitting van 12/12/2018 werd verkozen tot effectief lid van de politieraad, zonder opvolger ;

Neemt akte :

Van het ontslag van Mijnheer Jamal Ikazban als politieraadslid.

De Raad neemt kennis.

15.02.2023/A/0004 **Département Finances**

Taxes communales - Règlement-taxe portant d'une part, sur les nuisances visuelles et environnementales aux façades ou aux toits et d'autre part, sur les activités économiques portant atteintes à la santé publique - Modification.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170, § 4 de la Constitution;

Vu les articles 117 et 135, § 2 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le règlement de la taxe portant d'une part, sur les nuisances visuelles et environnementales aux façades ou aux toits et d'autre part, sur les activités économiques portant atteintes à la santé publique, établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les exercices 2021 à 2025 inclus ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean modifie la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Vu la nécessité de maintenir pour les exercices 2023 à 2025, un équilibre entre les recettes et les dépenses de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, tout en maintenant une perception équitable des charges fiscales mises à charge des différentes catégories de redevables exerçant leurs activités sur le territoire communal;

Considérant l'intérêt général à un bon environnement urbanistique et à la santé publique ;

Considérant que la présente taxe a notamment pour objet l'embellissement des façades et de l'espace public, y compris le versant avant des toits de biens immobiliers, visible de cet espace, sis sur le territoire de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 §4 de la Constitution; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts; que sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques;

Considérant que, dans le cadre de ses compétences, il appartient à une commune de choisir une matière imposable qui ne se retrouve que chez certains redevables dès lors qu'elle ne doit pas – et se trouverait dans l'impossibilité – de taxer tout ce qui peut l'être; que l'exercice du pouvoir fiscal par une commune vise à lui permettre de maintenir son budget en équilibre, voire à dégager un certain surplus; qu'il ne se justifie donc pas de procéder à une taxation généralisée;

Considérant que si les objectifs poursuivis par l'établissement d'une taxe sont d'abord d'ordre financier, il n'est cependant pas exclu que les communes poursuivent également des objectifs d'incitation ou de dissuasion accessoires à leurs impératifs financiers ; que, selon le Conseil d'Etat, « aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit à une commune, lorsqu'elle établit des taxes justifiées par l'état de ses finances, de les faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiquables que d'autres » (arrêts n° 18.368 du 30 juin 1977) ;

Considérant tout d'abord que les antennes de télécommunication, d'émission de signaux ou d'échange d'information par voie hertzienne taxées se distinguent d'autres infrastructures en raison des fonctions qu'ils remplissent, des besoins qu'elles

permettent de rencontrer et des réglementations auxquelles elles sont soumises;

Considérant que le présent Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertziennes visées par le présent règlement de manière à pouvoir se procurer les recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la commune doit faire face et à répartir de manière équitable la charge fiscale, sachant que d'autres règlements-taxes visent d'autres catégories de redevables;

Considérant qu'en outre les installations visées par la taxe sont particulièrement inesthétiques et constituent une nuisance visuelle notoire voire une atteinte à l'esthétique des paysages urbains, dans des périmètres relativement importants, d'une part et plus particulièrement à la santé publique de la population eu égard à leur nombre ou à leur concentration dans des zones parfois restreintes d'autre part ;

Considérant que les communes et les propriétaires sont de plus en plus fréquemment sollicités, notamment par des sociétés qui souhaitent d'une part implanter des pylônes afin d'accueillir des antennes, de mâts ou des supports d'antennes destinés à la diffusion d'ondes , de sons ou d'images et d'autre part placer des câbles ou lignes aériennes destinés au même usage, portant atteinte à l'environnement et à la santé publique dans un périmètre relativement important ;

Considérant que les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne constituent des infrastructures au travers desquelles se matérialise une activité lucrative permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans le secteur des télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge;

Considérant de plus que l'importance des bénéfices générés par l'exploitation des réseaux de communication de sons, d'ondes ou d'images est, de notoriété publique ; que les taux raisonnables fixés par le présent règlement-taxe sont proportionnées aux profits générés par ces diverses activités (cf. CE 10 janvier 2007 publié dans JLMBi 2007/16, page 661) ; que la commune est en droit également de taxer les activités économiques sur son territoire surtout si celles-ci portent atteintes à la santé publique ;

Considérant que la section de législation du Conseil d'Etat, dans son avis du 5 août 2009 a clairement indiqué que l'article 98 § 2, alinéa 1^{er} de la loi du 21 mars 1991 doit être compris « comme interdisant uniquement les impositions- quelles qu'elles soient – ayant pour objet d'obtenir une contrepartie à l'usage privatif du domaine public par les opérateurs de télécommunications », avec pour conséquences que des taxes portant sur l'exploitations ou la propriété de pylônes ou mâts porteurs d'antennes GSM « sont sans rapport avec l'article 98 § 2, de la loi du 21 mars 1991 »(cf. Revue de droit communal 2009/4 page 18) ; que le présent règlement-taxe n'a pour objet que de pallier les nuisances urbanistiques et environnementales subies par la commune ;

Considérant aussi que le règlement-taxe ne constitue pas une restriction au développement des réseaux de mobilophonie interdite par l'article 2.3 de la directive 2002/77/CE de la Commission du 16 septembre 2002 relative à la concurrence dans les marchés des réseaux et des services de communications électroniques ;

Considérant en effet, que l'article 2 de la directive 2002/77/CE précité reprend le régime organisé par l'article 3 quater de la directive 90/388/CEE de la Commission du 28 juin 1990 relative à la concurrence dans les marchés de télécommunication ;

Considérant que la Cour de justice des Communautés européennes a, dans son arrêt du 8 septembre 2005, dit pour droit que « des mesures d'ordre fiscal s'appliquant à des infrastructures de communications mobiles ne relèvent pas de l'article 3 quater de la directive 90/388/CEE de la Commission du 28 juin 1990 sauf si ces mesures favorisent, directement ou indirectement, les opérateurs disposant ou ayant disposé de droits spéciaux ou exclusifs au détriment des nouveaux opérateurs et affectent d'une

façon appréciable la situation concurrentielle » ;

Considérant que dans son avis n°47.011/2/V du 5 août 2009 sur la proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques visant à permettre la perception d'impôts au profit des communes sur les pylônes et supports pour antennes GSM (cf. Doc. Parl. Ch. Repr., 20087-2009, Doc 52-1867/04, page 6), la section de législation du Conseil d'Etat a estimé que « puisque l'article 98, § 2 de la loi du 21 mars 1991 ne peut être interprété comme interdisant les règlements communaux visant à taxer les supports d'antennes GSM en tant que révélateurs d'une exploitation économique, il n'y a pas lieu de prévoir une disposition telle que l'article 2 en projet » (voir aussi les arrêts du CE du 10 janvier 2007 en cause SA BELGACOM MOBILE, n°s 166.441 et 166.442 ; CE 20 janvier 2009 en cause SA MOBISTAR, n° 189.664 ; CE 21 janvier 2009 en cause SA MOBISTAR, n° 189.702);

Considérant que le présent règlement-taxe respecte le principe d'égalité de traitement dans la mesure où il vise tout support, mât, pylône ou antenne de communication, de transmission ou d'émission d'ondes, d'images ou de sons sis sur les immeubles relevant du patrimoine privé des propriétaires, emphytéotes ou superficiaires ;

Considérant par ailleurs que la solidarité entre l'exploitant ou le propriétaire de l'antenne de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne d'une part et le propriétaire de l'immeuble d'autre part, se justifie dans la mesure où ces derniers perçoivent des sommes parfois très importantes pour accorder la simple autorisation d'installer ce mât ou pylône sur un immeuble ;

Considérant que les sièges sociaux et administratifs des sociétés propriétaires de certaines installations visées par la présente taxe ne se trouvent pas sur le territoire de la commune et que celle-ci ne retire dès lors de ces implantations aucune compensation directe ou indirecte, malgré les inconvénients auxquels elle est confrontée ;

Considérant au surplus, que la commune est tenue de respecter le principe de précaution ; que ce principe est particulièrement en cause dans le cas d'émission d'ondes pouvant entraîner des atteintes à la santé publique eu égard à la prolifération de ces antennes sur un territoire limité et plus particulièrement pour les habitants résidant sous ces antennes ;

Considérant à cet égard que le pouvoir régional a déjà pris des mesures afin de pallier aux nuisances et aux dangers de ces émetteurs d'ondes en réduisant leur capacité de nuisance ; qu'il est dès lors justifié que la commune prenne des mesures afin de réduire les nuisances visuelles occasionnées par ces antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne tant en matière urbanistique, environnementale et de santé publique ;

Considérant qu'il est parfaitement légitime pour les autorités communales ne tenir compte de l'inquiétude légitime des citoyens eu égard aux controverses existantes sur les effets nocifs des antennes-relais de GSM et des antennes WI-FI ; qu'à cet égard, il y a lieu d'observer que la ville de Paris a fixé, d'après la charte signée en 2003 avec les opérateurs la limite à 2 V/m en moyenne sur 24h et le comté de Salzbourg a fixé la limite à 0,6 V/m ;

Considérant que dans le même ordre d'idées, le tribunal de grande instance de Nanterre a, dans son jugement du 18 septembre 2008 (8^{ième} chambre n° RG 07/02173), condamné la firme BOUYGUES à démonter ses antennes relais pour risques de troubles sur la santé dans la mesure où cette société n'a pu démontrer l'absence de danger pour la santé publique ;

Considérant que la cour d'appel de Versailles considère, dans son arrêt du 4 février 2009 confirmant un jugement du tribunal de grande instance de Nanterre, que l'exposition à la simple éventualité d'un danger constitue un trouble de voisinage et il prend en considération le principe de précaution pour condamner l'opérateur à des dommages et intérêts ; de même, la cour d'appel de Bordeaux avait déjà estimé, dans

son arrêt du 20 septembre 2005, que la pollution visuelle induite par les antennes relais constituait un trouble anormal de voisinage (cf. aussi le jugement du 16 février 2009 du tribunal de grande instance de Carpentras) ;

Considérant que les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne exploitées à des fins militaires ou de services publics peuvent être exonérées vu leur finalité d'intérêt général et le fait qu'ils ne poursuivent pas un but de lucre;

Considérant que les infrastructures de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne du réseau A.S.T.R.I.D. peuvent être exonérés vu qu'elles sont exploitées principalement pour des missions de service d'utilité publique et qu'il convient d'éviter de rendre plus difficile l'exercice de ces missions en alourdissant les charges fiscales de ce réseau;

Considérant que cette exonération au profit des infrastructures du réseau A.S.T.R.I.D. a, d'ailleurs été suggéré par l'autorité de tutelle (Circulaire du Ministre-Président de la région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2006 "*Taxe sur les antennes de diffusion de téléphonie mobile*" (M.B. 27 juin 2006));

Considérant ensuite que le présent règlement-taxe poursuit également toutes atteintes aux façades avant des immeubles afin d'éviter toutes nuisances urbanistiques à celles-ci ; que dans cet esprit, le présent règlement vise également le placement d'appareillage de conditionnement d'air, de publicités obsolètes ou de boîtes de connexion, de communication ou de dérivation placées sur les façades avant des immeubles afin de protéger l'esthétique de ces dernières ; que certains de ces objets sont en outre prohibés par les réglementations urbanistiques ;

Considérant que les boîtes ou caissons inhérents à un système d'alarme sont également exemptés de la taxe dans la mesure où ils contribuent de manière efficace à la sécurité publique et à l'intérêt général ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le présent règlement et de prévoir que le taux de la taxe sera majoré de 2,5% par an jusqu'en 2025 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2023 à 2025 inclus, un règlement-taxe portant d'une part, sur les nuisances visuelles et environnementales aux façades ou aux toits et d'autre part, sur les activités économiques portant atteintes à la santé publique.

Article 2

Pour l'application du présent règlement-taxe, il y a lieu d'entendre par :

- a) Façade avant : face extérieure d'un bâtiment où se trouve l'entrée principale de ce bâtiment et étant visible depuis l'espace public par une personne se trouvant, sur l'espace public, perpendiculairement au bâtiment ;
- b) Toit : versant avant de la surface supérieure d'un bâtiment et visible de l'espace public y compris les toits plats si l'objet de la taxe est visible de l'espace public ;
- c) Espace public : partie des biens immobiliers gérés par les pouvoirs publics en raison de leur affectation principale de fait ou de droit à une fonction de voie de communication et soumis au régime de la domanialité publique de la voirie ;
- d) Dispositif technique de conditionnement d'air : tout appareil, instrument, engin ou assemblage de pièces réunis pour contribuer au fonctionnement de tout système de climatisation ;
- e) Enseigne obsolète : toute surface destinée à servir de support à des inscriptions ou dessins, sans rapport avec les activités actuelles hébergées dans le bâtiment sur lequel elle est apposée;

- f) Antenne : un composant d'un appareil ou d'une station radio destiné au rayonnement et/ou à la captation d'ondes radioélectriques;
- g) Pylône et mât : tout matériel ou objet permettant de supporter, de fixer ou d'attacher par un quelconque moyen tout mode de transmission, de communication, d'émission ou de réception de sons, d'ondes ou d'images ;
- h) Redevable : titulaire du droit de propriété, du droit d'emphytéose, de superficie, possesseur (ou exploitant) de l'objet constituant l'assiette de la taxe (pylône, panneau publicitaire obsolète, etc.).

Article 3

Il est établi:

1. Une taxe annuelle sur la propriété ou l'exploitation d'antennes desservant des stations-relais de mobilophonie et tout autre système de communication, transmission, émission ou réception similaire de sons, d'ondes ou d'images ou sur la propriété d'un support pour câbles, lignes aériennes ou équipement connexe visible sur la façade ou sur le versant avant du toit tel que défini à l'article 2 du présent règlement ;
2. Une taxe annuelle sur les installations techniques externes de conditionnement d'air en façade avant d'un bâtiment ;
3. Une taxe annuelle sur les enseignes obsolètes fixées sur la façade avant d'un bâtiment.

Ne tombent pas sous l'application du présent règlement-taxe : les boîtes d'alarme, les paraboles, boîtes et fils d'alimentation placés par la Zone de Police Bruxelles-Ouest ou par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, les panneaux solaires placés selon la réglementation urbanistique en vigueur ainsi que les antennes des services de sécurité agréés, des services de transport en commun et de radio-transmission pour les services de taxis.

Article 4

Le taux de la taxe est fixé pour l'année 2023 à :

- a) 6.500,00 EUR par antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne;
- b) 161,53 EUR par installation technique externe de conditionnement d'air, avec un plafond de 500,00 EUR ;
- c) 161,53 EUR par enseigne obsolète, avec un plafond de 500,00 EUR.

Le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2,5 % par an, conformément au tableau ci-dessous:

	Exercice 2024	Exercice 2025
Point a)	6.662,50 EUR	6.829,06 EUR
Point b)	165,67 EUR	169,71 EUR
Point c)	165,67 EUR	169,71 EUR

Article 5

La taxe sur la propriété ou l'exploitation des antennes desservant des stations-relais de mobilophonie et tout autre système de communication, transmission, émission ou réception similaire de sons, d'ondes ou d'images ou sur la propriété d'un support pour câbles, lignes aériennes ou équipement connexe est due solidairement par l'exploitant de ces biens et par le propriétaire du bien immobilier sur lequel ces biens sont placés.

La taxe sur la propriété des dispositifs techniques de conditionnement d'air et sur les enseignes obsolètes est due solidairement par le propriétaire du bien immobilier sur lequel ces dispositifs sont placés et par l'exploitant de ces dispositifs.

Article 6

La situation prise en compte afin de déterminer le redevable de la taxe est celle au 1^{er} janvier de l'exercice concerné.

En cas de démembrement du droit de propriété suite au transfert entre vifs ou pour cause de décès, la taxe est due solidairement par l'usufruitier et le(s) nu(s)-propriétaire(s).

La taxe est due pour l'année entière quelle que soit la date de l'enlèvement du bien, visé à l'article 1^{er} du présent règlement, dans le courant de l'exercice.

Article 7

L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule est tenu d'en réclamer une au plus tard le 30 juin de l'exercice concerné. A défaut d'avoir reçu cette formule, le contribuable est tenu de donner à l'Administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation, et ce au plus tard le 31 août de l'exercice d'imposition.

Article 8

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des éléments dont la Commune dispose.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôles. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 11

En cas de réclamation, le réclamant ne doit pas justifier du paiement de la taxe, sans préjudice du droit pour le Receveur communal de prendre toutes les mesures conservatoires qu'il jugera utile de mettre en œuvre en vue de préserver les droits de la Commune.

La réclamation de même que le recours en justice éventuel contre la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins ne suspend pas le cours des intérêts.

Article 12

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôts directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 13

Le présent règlement remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 20 janvier 2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Reglement inzake de belastingen met betrekking op, enerzijds, visuele en milieuhinder ter hoogte van de gevels en de daken en, anderzijds, op de economische activiteiten die de openbare gezondheid nadelig beïnvloeden - Wijziging.

DE RAAD,

Gezien artikel 41, 162 en 170, § 4 van de Grondwet;

Gezien artikel 117 en 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gezien het reglement inzake de belastingen met betrekking op, enerzijds, visuele en milieuhinder ter hoogte van de gevels en de daken en, anderzijds, op de economische activiteiten die de openbare gezondheid nadelig beïnvloeden, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021 voor de dienstjaren 2021 tot 2025 inbegrepen ;

Gezien de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek deze belasting wijzigt met het oog op het zich verschaffen van de financiële middelen die vereist zijn voor het uitvoeren van de opdrachten;

Gezien de noodzaak om het evenwicht tussen de inkomsten en de uitgaven van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de begrotingsjaren 2023 tot en met 2025 te handhaven, met behoud van een evenwichtige inning van de belastingdruk op de verschillende categorieën belastingplichtigen die hun activiteiten op het gemeentelijk grondgebied uitoefenen;

Gezien het algemeen belang inzake een gezonde stedenbouwkundige omgeving en de openbare gezondheid;

Gezien deze belasting voornamelijk gericht is op de verfraaiing van de gevels en de openbare ruimte, waaronder het dakschild vooraan van de gebouwen, die vanaf deze ruimte zichtbaar zijn, en die gelegen zijn op het grondgebied van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Gezien de gemeentelijke overheid haar fiscale bevoegdheid ontleent aan artikel 170, § 4, van de Grondwet; dat het aan haar toekomt om, in het kader van haar fiscale autonomie en onder toezicht van de toezichhoudende overheid, de bestanddelen te bepalen van de belastingen die zij oplegt, namelijk de basis, de grondslag en het tarief van de belastingen waarvan zij de noodzakelijkheid beoordeelt in het licht van de behoeften waaraan zij meent te moeten voldoen, onder het door de Grondwet opgelegde voorbehoud, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen;

Gezien de vaststelling van zowel de belastbare materie als de belastingplichtigen deel uitmaakt van de aan het gemeentebestuur toegekende fiscale autonomie; dat het op dit gebied over een discretionaire bevoegdheid beschikt die het uitoefent door rekening te houden met zijn specifieke financiële behoeften;

Gezien het aan een gemeente is om in het kader van haar bevoegdheden een belastbare materie te kiezen die slechts bij bepaalde belastingplichtigen voorkomt, aangezien zij niet alles wat belastbaar is hoeft te belasten (en dit voor haar ook onmogelijk zou zijn); dat de uitoefening van de heffingsbevoegdheid door een gemeente tot doel heeft haar in staat te stellen haar begroting in evenwicht te houden of zelfs een zeker overschot te genereren; dat het derhalve niet gerechtvaardigd is over te gaan tot een veralgemeende belastingheffing;

Gezien het evenwel niet uitgesloten is dat de gemeenten ook doelstellingen nastreven die gericht zijn op aanmoediging of ontrading, naast de financiële drijfveer, daar waar de doelstellingen die worden nagestreefd door de invoering van een belasting in eerste instantie van financiële aard zijn ; dat, volgens de Raad van State, « geen enkele

wettelijke of reglementaire bepaling een gemeente verbiedt om prioritair belastingen te heffen op activiteiten waarvan ze vindt dat ze meer te bekritisieren zijn dan andere, bij het invoeren van belastingen die ingevolge de toestand van haar financiën gerechtvaardigd zijn » (arrest nr. 18.368 van 30 juni 1977);

Gezien antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht of informatie-uitwisseling via hertzische weg die belast worden, zich van andere infrastructuur onderscheiden op grond van de functies die zij vervullen, de behoeften waarin zij voorzien en de regelgeving waaraan zij zijn onderworpen;

Gezien de huidige gemeenteraad het noodzakelijk heeft geacht de in deze verordening bedoelde antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzische weg te belasten, ten einde de extra inkomsten te verkrijgen die bestemd zijn voor de financiering van de uitgaven van algemeen nut waarmee de gemeente wordt geconfronteerd, en de belastingdruk op billijke wijze te verdelen, wetende dat andere belastingreglementen gericht zijn op andere categorieën belastingplichtigen;

Gezien de installaties beoogd bij de belasting bovendien bijzonder onesthetisch zijn en, binnen een eerder aanzienlijke perimeter duidelijk leiden tot visuele hinder, en zelfs het esthetisch aspect van het stadslandschap aantasten enerzijds, en meer bepaald de openbare gezondheid van de bevolking nadelig beïnvloeden, gelet op hun aantal of hun concentratie in zones die soms beperkt zijn anderzijds;

Gezien steeds vaker een beroep wordt gedaan op gemeenten en eigenaars, met name door bedrijven die, enerzijds, pylons willen plaatsen, om er antennes, masten of draagstructuren voor antennes in aan te brengen, die bestemd zijn voor de verspreiding van geluidsgolven, klank of beelden en, anderzijds, kabels of bovengrondse leidingen willen installeren, die bestemd zijn voor een gelijkaardig gebruik, waarbij het milieu en de volksgezondheid binnen een eerder aanzienlijke perimeter nadelige gevolgen ondervinden;

Gezien antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzische weg infrastructuur vormen waarmee een winstgevende activiteit wordt uitgeoefend, zodat het redelijk is ervan uit te gaan dat natuurlijke of rechtspersonen die actief zijn in de sector van telecommunicatie, transmissie van signalen en uitwisseling van informatie met hertzische middelen, over draagkracht beschikken om de hun opgelegde belastingen te betalen;

Gezien de omvang van de winsten die voortspruiten uit de uitbating van de netwerken voor communicatie van klank, geluidsgolven of beelden bovendien algemeen gekend is; dat de tarieven die redelijkerwijs met dit belastingreglement vastgesteld zijn, in verhouding zijn tot de winsten die met deze verschillende activiteiten gegenereerd worden (cf. EG 10 januari 2007, gepubliceerd in JLMBi (geïnformaliseerd tijdschrift voor Jurisprudentie voor Luik, Bergen en Brussel) 2007/16, pagina 661); dat de gemeente ook het recht heeft om de economische activiteiten op haar grondgebied te belasten, vooral indien deze de openbare gezondheid nadelig beïnvloeden;

Gezien de afdeling wetgeving van de Raad van State in haar advies van 5 augustus 2009 duidelijk heeft aangegeven dat artikel 98 § 2, 1^e lid van de wet van 21 maart 1991 dient te worden begrepen “als het uitsluitend verbieden van belastingen – van welke aard ook – die ten doel hebben een tegenhanger te hebben voor het privaat gebruik van het openbaar domein door de operatoren voor telecommunicatie”, wat ertoe leidt dat belastingen die betrekking hebben op de uitbating of de eigendom van pylons of masten waaruit GSM-antennes worden ondersteund « geen verband houden met artikel 98 § 2, van de wet van 21 maart 1991 »(cf. Tijdschrift voor gemeentelijk recht 2009/4, pagina 18); dat het huidige belastingreglement enkel ten doel heeft de hinder te verhelpen op milieuvlak en stedenbouwkundig vlak die de gemeente ondervindt;

Gezien het belastingreglement evenmin een beperking vormt voor de ontwikkeling van netwerken voor mobilofonie, die verboden zijn door artikel 2.3 van de richtlijn

2002/77/EG van de Commissie van 16 september 2002 betreffende de mededinging op de markten voor elektronische communicatienetwerken en -diensten;

Gezien in artikel 2 van de voormelde richtlijn 2002/77/EG immers het systeem wordt vermeld dat wordt geregeld door artikel 3 quater van de richtlijn 90/388/EG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatie ;

Gezien het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, in zijn arrest van 8 september 2005, voor recht zegt dat « maatregelen van fiscale aard die van toepassing zijn op infrastructuur voor mobiele communicatie niet vallen onder het toepassingsgebied van artikel 3 quater van de richtlijn 90/388/EG van de Commissie van 28 juni 1990 tenzij die maatregelen rechtstreeks of onrechtstreeks operatoren die over bijzondere of uitsluitende rechten beschikken of hebben beschikt, bevoordelen ten nadele van nieuwe operatoren, en zij de mededingingssituatie merkbaar aantasten»;

Gezien de afdeling wetgeving van de Raad van State, in haar advies nr. 47.011/2/V van 5 augustus 2009 over het wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven waarmee men zich richt op de mogelijkheid van het innen van belastingen op pylonen en draagstructuren voor GSM-antennes ten gunste van de gemeenten (cf. Parl. Doc. K. Volksv., 2008-2009, Doc 52-1867/04, pagina 6), heeft geoordeeld dat « aangezien artikel 98, § 2 van de wet van 21 maart 1991 niet mag worden geïnterpreteerd als een verbod op de gemeentelijke reglementen waarmee het belasten van draagstructuren voor GSM-antennes als aanwijzing van economische uitbating wordt beoogd, niet dient te worden voorzien in een bepaling zoals ontwerp-artikel 2 » (zie ook de desbetreffende arresten van de EG van 10 januari 2007 NV BELGACOM MOBILE, nummers 166.441 en 166.442; desbetreffende EG 20 januari 2009 NV MOBISTAR, nummer 189.664; desbetreffende EG 21 januari 2009 NV MOBISTAR, nr. 189.702);

Gezien bij dit belastingreglement het principe van gelijkheid van behandeling wordt gerespecteerd, voor zover iedere draagstructuur, mast, pyloon of antenne voor communicatie, transmissie of emissie van geluidsgolven, beelden of klank wordt beoogd, die zich op de gebouwen bevindt, die vallen onder het privépatrimonium van de eigenaars, erfpachters of gebruikers van de oppervlakte;

Gezien de solidariteit tussen de uitbater of de eigenaar van de antenne voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzische weg enerzijds, en de eigenaar van het gebouw anderzijds, overigens wordt gerechtvaardigd in zoverre deze laatsten soms aanzienlijke bedragen ontvangen voor het verlenen van een eenvoudige toestemming om deze mast of pyloon op een gebouw aan te brengen;

Gezien de maatschappelijke en administratieve zetels van de bedrijven die eigenaar zijn van sommige installaties zoals bedoeld bij deze belasting zich niet op het grondgebied van de gemeente bevinden, en dat deze laatste uit deze vestigingen dus geen enkele rechtstreekse of onrechtstreekse compensatie haalt, ondanks de nadelen waarmee ze wordt geconfronteerd;

Gezien de gemeente daarenboven het principe van voorzorg dient in acht te nemen; dat dit principe speciaal in het geding is bij emissie van geluidsgolven die de volksgezondheid nadelig kunnen beïnvloeden, gelet op de sterke toename van deze antennes op een beperkt grondgebied, en meer bepaald voor de inwoners die onder deze antennes wonen;

Gezien de gewestelijke overheid in dit verband al maatregelen heeft genomen om de hinder en de gevaren waarmee deze emissie van geluidsgolven gepaard gaat tegen te gaan, door het verminderen van de stoorcapaciteit; dat het derhalve gerechtvaardigd is dat de gemeente maatregelen neemt om de visuele hinder te beperken, die wordt veroorzaakt door deze antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzische weg, zowel op stedenbouwkundig vlak, op milieuvlak als op het vlak van volksgezondheid ;

Gezien het voor de gemeentelijke instanties volkomen legitiem is om rekening te houden met de gerechtvaardigde bezorgdheid van de burgers, gelet op de controverse rond de schadelijke effecten die uitgaan van de relaisantennes voor GSM en de WI-FI-antennes; dat in dit verband moet worden opgemerkt dat de stad Parijs, overeenkomstig het charter dat in 2003 samen met de operatoren werd ondertekend, de limiet heeft vastgesteld op een gemiddelde van 2 V/m over 24 uur, terwijl het graafschap Salzburg de limiet heeft vastgesteld op 0,6 V/m ;

Gezien, in deze zelfde gedachtegang, de rechtbank van eerste aanleg van Nanterre, in zijn vonnis van 18 september 2008 (8^e kamer nr. RG O7/02173), de firma BOUYGUES heeft veroordeeld tot het demonteren van haar relaisantennes wegens het risico van gezondheidsstoornissen, in zoverre dat dit bedrijf het ontbreken van gevaren voor de volksgezondheid niet heeft kunnen aantonen;

Gezien het hof van beroep van Versailles, in zijn arrest van 4 februari 2009, waarbij een vonnis van de rechtbank van eerste aanleg van Nanterre wordt bekrachtigd, van oordeel is dat blootstelling aan mogelijk gevaar leidt tot verstoring van de buurt, en hierbij het principe van voorzorg in aanmerking neemt om de operator te veroordelen tot schadevergoeding; evenzo had het hof van beroep van Bordeaux in zijn arrest van 20 september 2005 al geoordeeld dat de visuele verontreiniging die met de relaisantennes optreedt, resulteerde in een abnormale verstoring van de buurt (cf. ook het vonnis van 16 februari 2009 van de rechtbank van eerste aanleg van Carpentras);

Gezien de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzische weg die voor militaire doeleinden of openbare diensten worden geëxploiteerd, kunnen worden vrijgesteld omdat zij het algemeen belang dienen en geen winstoogmerk hebben;

Gezien de infrastructuur voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzische weg van het A.S.T.R.I.D.-netwerk kunnen worden vrijgesteld, aangezien zij hoofdzakelijk worden geëxploiteerd voor taken van openbaar nut en dat moet worden vermeden dat de uitoefening van deze taken wordt bemoeilijkt door een verhoging van de fiscale lasten van dit netwerk;

Gezien deze vrijstelling ten gunste van de infrastructuur van het A.S.T.R.I.D.-netwerk overigens door de toezichthoudende overheid is voorgesteld ("Omzendbrief van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 april 2006 "Belasting op de uitzendantennes voor de mobiele telefonie" (B.S. 27 juni 2006));

Gezien met dit belastingreglement ook alle schade aan voorgevels van gebouwen wordt vervolgd, om zodoende alle stedenbouwkundige hinder te voorkomen; dat, in dezelfde geest, met dit reglement ook het aanbrengen van aircotoestellen, verouderde publiciteit of kasten voor aansluiting, communicatie of aftakking worden beoogd, die op de voorgevels van de gebouwen worden aangebracht, om deze laatste op esthetisch vlak te beschermen; dat sommige van deze voorwerpen bovendien door de stedenbouwkundige reglementering verboden zijn;

Gezien de aan een alarmsysteem inherente dozen of omhulsels eveneens van de belasting zijn vrijgesteld voor zover zij daadwerkelijk bijdragen tot de openbare veiligheid en het algemeen belang;

Gezien de financiële toestand van de Gemeente;

Gezien dit reglement moet gewijzigd worden en moet bepaald worden dat het belastingtarief tot 2025 jaarlijks met 2,5% wordt verhoogd;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2023 tot 2025 inbegrepen, een belastingreglement met betrekking op, enerzijds, visuele en milieuhinder ter hoogte van de gevels en de daken en, anderzijds, op de economische activiteiten die de

openbare gezondheid nadelig beïnvloeden;

Artikel 2

Voor de toepassing van het onderhavig belastingreglement, dient te worden verstaan onder:

- a) Voorgevel: buitenzijde van een gebouw waar zich de hoofdingang van dit gebouw bevindt, die zichtbaar is vanaf de openbare ruimte voor een persoon die zich, verticaal ten opzichte van het gebouw, in de openbare ruimte bevindt;
- b) Dak: helling vooraan die deel uitmaakt van het buitenoppervlak van een gebouw, en zichtbaar is vanaf de openbare ruimte, met inbegrip van de platte daken indien het voorwerp van de belasting zichtbaar is vanaf de openbare ruimte;
- c) Openbare ruimte: gedeelte van de gebouwen die worden beheerd door de openbare instanties omwille van hun feitelijke hoofdbestemming of hun hoofdbestemming van rechtswege als verkeersweg, onderworpen aan de regeling voor het openbaar domein van het wegennet;
- d) Technisch aircotoestel: ieder toestel, instrument, apparaat of geassembleerd geheel van stukken die samengevoegd zijn om bij te dragen tot de werking van om het even welk aircosysteem;
- e) Verouderd uithangbord: ieder vlak dat bestemd is om dienst te doen als draagstructuur voor inscripties of patronen, zonder dat er enig verband is met de huidige activiteiten die ondergebracht zijn in het gebouw waarop dit aangebracht wordt;
- f) Antenne: een onderdeel van een radiotoestel of -station dat bestemd is voor het uitzenden en/of ontvangen van radiogolven;
- g) Pyloon en mast: alle materiaal of ieder voorwerp waarmee iedere modus voor transmissie, communicatie, emissie of ontvangst van klank, geluidsgolven of beelden met om het even welk middel kan worden ondersteund, afgesteld of aangezet ;
- h) Belastingplichtige: houder van het eigendomsrecht, erfpachtrecht, opstalrecht, bezitter (of uitbater) van het voorwerp dat de grondslag van de belasting bepaalt (pyloon, verouderd reclamebord, enz.).

Artikel 3

Er wordt opgesteld:

1. Een jaarlijkse belasting op de eigendom of uitbating van antennes die relaisstations van mobilofonie bedienen, en ieder ander gelijkaardig systeem voor communicatie, transmissie, emissie of ontvangst van klank, geluidsgolven of beelden, of op de eigendom van een draagstructuur voor kabels, bovengrondse leidingen of aanverwante voorzieningen, die zichtbaar zijn op de gevel of op de dakhelling vooraan, zoals omschreven in artikel 2 van dit reglement;
2. Een jaarlijkse belasting op de technische buiteninstallaties voor airconditioning op de voorgevel van een gebouw;
3. Een jaarlijkse belasting op de verouderde uithangborden die op de voorgevel van een gebouw aangebracht zijn;

Vallen niet onder de toepassing van dit belastingreglement : de alarmkasten, parabolantennes, voedingskasten en -kabels die door de Politiezone Brussel West of de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek aangebracht zijn, de zonnepanelen die conform de van kracht zijnde stedenbouwkundige reglementering geplaatst zijn, en de antennes van de erkende veiligheidsdiensten, van de diensten van het openbaar vervoer en de radiotransmissie voor de taxidiensten.

Artikel 4

Het belastingtarief wordt voor het jaar 2023 vastgesteld op:

- a) 6.500,00 EUR per antenne voor telecommunicatie, signaaloverdracht of informatie-uitwisseling via hertzische weg;
- b) 161,53 EUR per technische buiteninstallatie voor airconditioning, met een plafond van 500,00 EUR;
- f) 161,53 EUR per verouderd uithangbord, met een plafond van 500,00 EUR.

Het jaarlijkse tarief, vastgesteld op 1 januari, zal worden geïndexeerd met 2,5 % per jaar, overeenkomstig onderstaande tabel:

	Exercice 2024	Exercice 2025
Punt a)	6.662,50 EUR	6.829,06 EUR
Punt b)	165,67 EUR	169,71 EUR
Punt c)	165,67 EUR	169,71 EUR

Artikel 5

De belasting op de eigendom of uitbating van antennes die relaisstations van mobilofonie bedienen, en om het even welk ander gelijkaardig systeem voor communicatie, transmissie, emissie of ontvangst van klank, geluidsgolven of beelden, of op de eigendom van een draagstructuur voor kabels, bovengrondse leidingen of aanverwante voorzieningen is hoofdelijk verschuldigd door de uitbater van deze gebouwen, en door de eigenaar van het onroerend goed waarop deze goederen aangebracht worden.

De belasting op het eigendom van de technische toestellen voor airconditioning, op de verouderde uithangborden is hoofdelijk verschuldigd door de eigenaar van het gebouw waarop deze toestellen worden geplaatst, en door de uitbater van deze toestellen.

Artikel 6

De toestand waarmee rekening wordt gehouden bij het bepalen wie de belasting verschuldigd is, is de toestand op 1 januari van het betrokken dienstjaar.

Bij versnippering van het eigendomsrecht ingevolge een transfer tussen levenden of wegens overlijden, is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de vruchtgebruiker en de naakte eigenaar(s).

De belasting is verschuldigd voor het volledig jaar, ongeacht de datum waarop het gebouw zoals bedoeld in artikel 1 van dit reglement in de loop van het dienstjaar weggehaald is.

Artikel 7

Het Gemeentebestuur zendt aan de belastingplichtige een aangifteformulier, dat deze laatste, volledig ingevuld en ondertekend, dient terug te sturen vóór de vervaldatum die op het genoemd formulier vermeld is.

De belastingplichtige die geen formulier heeft ontvangen, dient ten laatste op 30 juni van het betrokken dienstjaar om dit formulier te verzoeken. Indien de belastingplichtige dit formulier niet heeft ontvangen, dient hij bij het Gemeentebestuur alle elementen aan te geven die vereist zijn voor de belastingheffing, dit uiterlijk op 31 augustus van het belastingjaar.

Artikel 8

Niet-aangifte binnen de vastgestelde termijnen, of een niet-correcte, onvolledige, of onnauwkeurige aangifte leidt tot het ambtshalve ten kohier brengen van de belasting op basis van de elementen waarover de Gemeente beschikt.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 9

De belasting wordt ingevoerd via kohier. Het kohier van de belasting wordt door het College van Burgemeester en Schepenen vastgesteld en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 10

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en voor alles wat niet geregeld zou worden in dit reglement, de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en de artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek, voor zover zij niet

specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit zijn van toepassing.

Artikel 11

In geval van een bezwaar moet de eiser niet rechtvaardigen waarom de belasting moet worden betaald, dit onverminderd het recht voor de gemeentelijke Ontvanger om alle conservatoire maatregelen te nemen die hij nuttig acht, met het oog op behoud van de rechten van de Gemeente.

Het bezwaar, alsook een eventuele toevlucht tot het gerecht, tegen het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen is niet opschortend ten aanzien van de lopende intresten.

Artikel 12

Bij ontstentenis van betaling van de belasting binnen de termijn is een interest op het vastgesteld tarief voor directe belastingen verschuldigd, terwijl deze interest wordt berekend per kalendermaand. Deze berekening gaat in op de eerste dag van de maand die volgt op de vervalddag.

Artikel 13

Dit reglement vervangt het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 20 januari 2021.

Verzending van deze beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Mohamed Amine Akrouh entre en séance / treedt in zitting.

Mohammed EL BOUZIDI quitte la séance / verlaat de zitting.

15.02.2023/A/0005

Département Finances

Taxes communales - Taxe additionnelle au précompte immobilier - Modification pour 2023.

LE CONSEIL,

Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 464, 1° ;

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 260 ;

Vu sa délibération du 22 décembre 2021, arrêtant le nombre de centimes additionnels au précompte immobilier pour l'exercice 2022 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article unique :

Il sera perçu pour l'exercice 2023, au profit de la commune TROIS MILLE HUIT CENT NONANTE (3890) centimes additionnels communaux au précompte immobilier.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

Cinq conseillers communaux demandent un vote nominatif.

Les conseillers suivants votent positivement : Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Paulette Piquard, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Hicham Chakir, Khalil Boufraquech, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Patrick Bacart, Fatima Zahmidi, Marc Demeyer.

Les conseillers suivants votes négativement : Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Hassan Ouassari, Hind Addi, Yassine Akki, Mohamed El Bouazzati, Luc Vancauwenberge, Mohamed Amine Akrouh, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Abdelkarim Haouari.

36 votants : 23 votes positifs, 13 votes négatifs.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Opcentiemen bij de onroerende voorheffing - Wijziging voor 2023.

DE RAAD,

Gelet op het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, voornamelijk het artikel 464, 1°;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, voornamelijk artikelen 117 en 260;

Gelet op zijn beraadslaging van 22 december 2021 , tot bepaling van het aantal opcentiemen bij de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2022;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het Schepencollege;

BESLIST :

Enig artikel :

Voor het dienstjaar 2023 zullen ten bate van de gemeente DRIEDUIZEND ACHTHONDERD NEGENTIG (3890) opcentiemen bij de onroerende voorheffing worden geheven.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

Vijf raadsleden vragen een nominatieve stemming.

De volgende raadsleden stemmen voor : Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Paulette Piquard, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Hicham Chakir, Khalil Boufraquech, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Patrick Bacart,

Fatima Zahmidi, Marc Demeyer.

De volgende raadsleden stemmen tegen : Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Hassan Ouassari, Hind Addi, Yassine Akki, Mohamed El Bouazzati, Luc Vancauwenberge, Mohamed Amine Akrouh, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Abdelkarim Haouari.

36 stemmers : 23 positieve stemmen, 13 negatieve stemmen.

15.02.2023/A/0006

Département Finances

Finances - Budget communal de l'exercice 2023.

LE CONSEIL,

Vu le Règlement Général de la Comptabilité Communale, notamment ses articles 8 à 14;

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment ses articles 117 et 238 à 263 ;

Vu les prévisions de recettes et de dépenses des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2023 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 06.02.2023 ;

DECIDE :

Article unique :

D'arrêter les prévisions de recettes et de dépenses des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2023.

Le budget communal, ainsi que les annexes obligatoires, sera transmis aux services de la tutelle de la Région de Bruxelles-Capitale, après publication de celui-ci pendant le délai légal de 10 jours.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 24 votes positifs, 12 votes négatifs.

Departement Financiën

Financiën - Gemeentelijke begroting van het dienstjaar 2023.

DE RAAD,

Gezien het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit, vooral artikelen 8 tot 14 ;

Gezien de Nieuwe Gemeentewet; vooral artikelen 117 en 238 tot 263;

Gezien de ramingen van ontvangsten en uitgaven van de gewone en buitengewone diensten van de gemeentebegroting 2023 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepen d.d. 06.02.2023;

BESLUIT:

Enig artikel:

De ramingen van ontvangsten en uitgaven van de gewone en buitengewone diensten van de gemeentebegroting 2023 vast te stellen.

De gemeentebegroting, alsook de verplichte bijlagen, zal worden opgestuurd aan de

diensten Toezicht van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, na publicatie gedurende de wettelijke termijn van 10 dagen.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 24 positieve stemmen, 12 negatieve stemmen.

15.02.2023/A/0007

Prévention et Vie Sociale

Prévention - Octroi d'un subside aux communes dans le cadre de l'octroi d'une subvention spéciale en application de l'ordonnance du 13 février 2003 - Arrêté du Gouvernement du 17 novembre 2022 accordant un subside de 207.000,00 euros aux communes participant à la mise en place d'un d'un atelier personnalisé au sein de leur CPAS- report du 25/01/2023

LE CONSEIL,

Considérant l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17.11.2022 accordant une subvention de 67.200 Eur à l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et ce, dans le cadre de l'octroi d'une subvention spéciale en application de l'ordonnance du 13 février 2003, relative à la mise en place d'un atelier pédagogique personnalisé au sein de notre CPAS pour l'année 2022.

Considérant que la Région n'est pas compétente pour directement financer les Centres public d'Action Sociale ;

Considérant que le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean a depuis plusieurs années mis en place des ateliers pédagogiques personnalisés en son sein à destination du public cible ;

Considérant la convention entre la commune et le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs Locaux, destinée à la réalisation du projet ;

Considérant que la commune s'engage à reverser le subside au Centre public d'Action sociale sur base des obligations précisées dans la convention ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

D'approuver la convention avec le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs Locaux, relative à l'octroi d'une subvention spéciale pour l'organisation d'un atelier pédagogique au sein du CPAS.

Article 2 :

De rétrocéder immédiatement l'intégralité du montant du subside au CPAS et de fournir une attestation de versement dans les 30 jours à l'autorité subsidiante.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Preventie - Toekenning van een subsidie aan de gemeenten in het kader van de toekenning van een bijzondere subsidie in toepassing van de ordonnantie van 13 februari 2003 - Regeringsbesluit van 17 november 2022 tot toekenning van een subsidie van 207.000,00 euro aan de gemeenten die deelnemen aan de oprichting van een geïndividualiseerde werkplaats binnen hun OCMW- uitstel van

25/01/2023

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17.11.2022 tot toekenning van een subsidie van 67.200 Eur voor de organisatie van een gepersonaliseerde pedagogische workshop binnen haar OCMW in toepassing van de ordonnantie van 13 februari 2003 betreffende de toekenning van bijzondere subsidies aan gemeenten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in 2022.

Overwegende dat het Gewest niet bevoegd is om openbare centra voor sociale actie rechtstreeks te financieren;

Gezien het feit dat het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek sinds enkele jaren binnen het OCMW gepersonaliseerde educatieve workshops voor de doelgroep organiseert;

Gelet op het akkoord tussen de gemeente en de Minister van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor de Lokale Bevoegdheden, bestemd voor de realisatie van het project;

Overwegende dat de gemeente zich ertoe verbindt de subsidie terug te storten aan het OCMW op basis van de in de overeenkomst vastgelegde verplichtingen;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het akkoord goedkeuren met de minister van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor de lokale besturen, met betrekking tot de toekenning van een bijzondere subsidie voor de organisatie van een educatieve workshop binnen het OCMW.

Artikel 2:

Onmiddellijk het volledige bedrag van de subsidie aan het OCMW teruggeven en binnen 30 dagen een betalingsbewijs aan de subsidieverlenende instantie overleggen.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0008

Prévention et Vie Sociale

**Prévention - Convention Plan stratégique de Sécurité et de Prévention 2022.-
report du 25/01/2023**

LE CONSEIL,

Considérant l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant l'Arrêté du 5 décembre 2019 déterminant les modalités d'introduction, de suivi, d'évaluation et déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière relatives aux plans stratégiques de sécurité et de prévention 2020, modifié par les arrêtés du 4 janvier 2021 et du 11 février 2022 ;

Considérant la lettre du Service Public Fédéral Intérieur du 20.12 2022 (réf : IV/VPB/P220949895/2022/SLIV/sdc) qui demande de renvoyer 2 exemplaires signés de la convention Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2022 ;

Considérant que montant attribué à l'administration communal de Molenbeek-Saint-Jean est de 592.354,64 Eur ;

Considérant qu'un montant supplémentaire annuel de 10.813,72 Eur est alloué au contingent complémentaire Gardiens de la paix 346 ;

Considérant que les phénomènes suivants sont ciblés dans ladite convention :

- Le dispositif de coordination ;
- Les cambriolages ;
- Les vols et dans les véhicules ;
- Les violences intrafamiliales ;
- Les nuisances sociales ;
- Les incivilités sanctionnées administrativement ;
- La radicalisation à portée violente ;
- La violence en milieu scolaire ;
- Les nuisances publiques liées à l'usage de la drogue ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

D'approuver la proposition de Plan stratégique pour la période 2022

Article 2 :

De transmettre la convention signée au Service Public Fédéral Intérieur.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Preventie - Conventie Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2022.- uitstel van 25/01/2023

DE RAAD,

Overwegende artikel 117 van de Nieuwe Gemeente Wet ;

Overwegende het besluit van 5 december 2019 tot bepaling van de indiening-, opvolgings- en evaluatievoorwaarden en tot bepaling van de toekennings-, aanwendings- en controlevoorwaarden van de financiële toelage van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2020, gewijzigd door de besluiten van 4 januari 2021 en 11 februari 2022 ;

Overwegende de brief van de Federale Overheids Dienst Binnenlandse Zaken d.d. 27.05.2021 (réf : IV/VPB/P22O949895/2022/SLIV/sdc) die ons vraagt om twee ondertekende exemplaren van de conventie veiligheids en preventieplan 2022 terug te sturen ;

Overwegende dat het bedrag toegekend aan de gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek 592.354,64 Eur bedraagt ;

Overwegende date en jaarlijks bedrag van 10813,72 Eur wordt toegekend aan het bijkomend contingent Gemeenschapswachten 346 ;

Overwegend dat in de hiervermelde conventie de volgende fenomenen beoogt worden:

-
- Dispositief coördinatie
- Inbraak
- Diefstal van en in auto's
- Intrafamiliaal geweld
- Sociale overlast
- Administratieve bestrafte inbreuken op de burgerlijke wellevendheid
- Gewelddadige radicalisering
- Geweld in de schoolomgeving
- Druggerelateerde maatschappelijke overlast

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het voorstel van het strategisch plan voor 2022 goed te keuren.

Artikel 2 :

De ondertekende conventie in te dienen bij het Ministerie van Binnenlandse zaken.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0009

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse

Enseignement francophone - Enseignement communal - Approbation d'une convention entre l'Administration communale, l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation, et la Mission locale de Molenbeek, pour l'organisation par l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, d'une action de formation en technique de vente et néerlandais commercial», à l'attention d'un public en insertion socio-professionnelle - Formations cofinancées par Bruxelles Formation.- report du 25/01/2023

LE CONSEIL,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'il a été modifié ;

Considérant que le décret précité autorise les pouvoirs organisateurs d'établissements de promotion sociale à conclure des conventions avec des associations pour réaliser les finalités qu'il détermine :

- « concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;
- répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels » ;

Considérant que l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation, sis rue de Stalle, 67 à 1180 Bruxelles, a demandé à l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale, d'organiser, à l'attention d'un public en insertion socio-professionnelle, des unités de formation en vente et conseil à la clientèle (80 périodes), initiation aux techniques de communication professionnelle (40 périodes), métiers de la vente et de l'accueil du public : expression orale (40 périodes), initiation à la langue néerlandaise en situation – UE3 (40 périodes) et UE4 (40 périodes) ;

Considérant que cette formation a eu lieu du 7 février 2022 au 23 avril 2022, dans les locaux de l'Institut Machtens, rue Tazieaux 25 ;

Considérant que Bruxelles Formation assure le cofinancement des actions sur base des tarifs fixés par l'AGCF du 24 juin 1994 et la circulaire n°8280 du 30/09/2021;

DÉCIDE:

Article unique :

d'approuver la convention, ci-annexée, établie entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, pouvoir organisateur de l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation et la Mission locale de Molenbeek, pour l'organisation par l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, des unités de formation en vente et conseil à la clientèle (80 périodes), initiation aux techniques de communication professionnelle (40 périodes), métiers de la vente et de l'accueil du Public : expression orale (40 périodes), initiation à la langue néerlandaise en situation – UE3 (40 périodes) et UE4 (40 périodes)

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Overeenkomst tussen het Gemeentebestuur en het franstalige brusselse Instituut voor de beroepsvorming ook benoemd « Bruxelles Formation », voor het organiseren, door het Instituut Machtens, gemeentelijk onderwijs voor sociale promotie, van een vormingseenheid in de verkoopstechnieken en in het nederlands.- uitstel van 25/01/2023

De leden van de Gemeenteraad worden verzocht zich uit te spreken over een beraadslaging die ertoe strekt een overeenkomst goed te keuren, opgesteld tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, inrichtende macht van het Instituut Machtens, gemeentelijk onderwijs voor sociale promotie, en het Franstalige Brusselse Instituut voor de beroepsvorming, met het oog op de organisatie door het Instituut van een vormingseenheid in de verkoopstechnieken en in de klantenraad (80 lestijden), initiatie in de professionele communicatie technieken (40 lestijden), beroepen in de verkoop en in het onthaal van het publiek : mondelingse vaardigheid (40 lestijden), initiatie in het taal : Nederlands in situatie UE3 (40 lestijden) en UE4 (40 lestijden), van 7 februari 2022 tot en met 23 april 2022.

De kosten vallen ten laste van het Franstalige Brusselse Instituut voor de beroepsvorming en van de Franse Gemeenschap.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Abdallah Kanfaoui quitte la séance / verlaat de zitting.

15.02.2023/A/0010 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Enseignement fondamental communal francophone
- Appel à candidatures pour l'admission au stage dans une fonction de direction
à l'Ecole n° 13 « Ecole Qui Bouge ».

LE CONSEIL,

Vu les articles 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1er, 2° et § 2, 129, 162, 163, 187, 188 et 190 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994 ;

Vu les articles 1er, § 2, 3, 6, § 1er, VIII, 7, 7 bis, 17 à 23, 54 à 56, 78, 83, § 3, 84 et 95 de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu les articles 1er à 4, 6 à 8, 32, 33, 38, 39 et 85 de la Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;

Vu les articles 84 à 102, 143 et 149, 2° de la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu les articles 2, 3, 6 à 8, 13, 14 et 21 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 1er, 2 et 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu les articles 1er, 6 et 7 de l'Arrêté ministériel pris le 23 septembre 2016 par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, portant délégation à certains fonctionnaires de Bruxelles Pouvoirs locaux dans le cadre de la tutelle administrative sur les communes, les intercommunales, les zones de police et les établissements locaux reconnus de gestion du temporel du culte ;

Vu les articles 1er, 12 bis, 24, § 2, alinéa 1er, 28, alinéa 1er, 3° de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Vu les articles 1er, 2, 13 et 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, ainsi que les articles 2, 6 et 70 des Lois coordonnées le 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative ;

Vu les articles 1er, 34, 52 quater et 102 du Décret de la Communauté française du 6 juin 1994 fixant le statut du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 1er, 32, 56 à 59 bis, 99, 100, 102 et 141 du Décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement ;

Vu les articles 1er et 2 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007 portant exécution de l'article 18, § 2, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Vu les articles 1er à 4 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 déterminant le plan de formation relatif au volet inter-réseaux de la formation initiale des directeurs ;

Vu les articles 1er à 4 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 approuvant les plans de formation relatifs au volet réseau de la formation initiale des directeurs ;

Vu les articles 1er 3 à de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2019 fixant les modèles d'appel à candidatures pour les fonctions de promotion et de sélection dans l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire, l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

Vu les articles 1er à 5 du Règlement organisant la procédure de sélection des candidats aux fonctions de promotion et de sélection dans les établissements d'enseignement communal francophone de Molenbeek-Saint-Jean, tel qu'adopté par délibération du Conseil communal du 22 janvier 2020 ;

Vu les articles 1er à 14 de l'Arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant que la directrice nommée de l'Ecole fondamentale communale n° 13 « Ecole Qui Bouge » partira à la retraite ;

Considérant que la fonction de direction de cette école sera vacante à partir du 28 août 2023 ;

Considérant que la Commission paritaire locale de la Commune de Molenbeek-Saint-

Jean a été consultée par mail concernant le profil de fonction et le projet d'appel à candidatures en vue de l'admission au stage dans la fonction de direction de l'Ecole fondamentale n° 13 ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article 57 du Décret du 2 février 2007 précité :

« Nul ne peut être admis au stage dans la fonction de directeur s'il ne répond, au moment de l'admission au stage, aux conditions suivantes :

1° être porteur d'un titre du niveau supérieur du 1er degré au moins ; dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les membres du personnel enseignant des disciplines pour lesquelles n'existe pas de formation délivrant un titre de niveau supérieur du 1er degré, peuvent être admis au stage pour autant qu'ils soient porteurs d'un des titres visés aux articles 105 à 108 point a) ou b) du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;

2° être porteur d'un des titres pédagogiques listés à l'article 100 ;

3° avoir une ancienneté de service de 3 ans dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

4° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 56.

Remplit les conditions 1° et 2°, le candidat qui possède un diplôme constitutif à la fois d'un titre pédagogique et d'un titre du niveau supérieur du 1er degré au moins » ;

Considérant qu'il y a lieu d'admettre au stage dans la fonction de promotion de direction de l'Ecole communale n° 13 et, dans ce cadre, d'arrêter le profil de fonction et de lancer un appel à candidatures ;

DECIDE :

Article 1 :

D'arrêter le profil de fonction de directeur / directrice de l'Ecole fondamentale communale n° 13, « Ecole Qui Bouge », tel qu'il est repris en annexe de la présente délibération.

Article 2 :

De lancer l'appel à candidatures prescrit par l'article 56, § 2 du Décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, en vue de l'admission au stage dans la fonction de direction de l'Ecole fondamentale n° 5, et ce dans le respect des formes prescrites par l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2019 fixant les modèles d'appel à candidatures pour les fonctions de promotion et de sélection dans l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire, l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Article 3 :

D'étendre l'appel à candidatures à toute personne remplissant les conditions d'accès à la fonction, en ce compris aux personnes qui n'exercent pas de fonction dans l'enseignement organisé par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

Article 4 :

A titre exceptionnel, par dérogation à l'article 2, § 1er, 3° du Règlement organisant la procédure de sélection des candidats aux fonctions de promotion et de sélection dans les établissements d'enseignement communal francophone de Molenbeek-Saint-Jean, d'autoriser les directions des établissements scolaires à diffuser l'appel à candidature par e-mail aux membres de leur personnel qui ne sont pas en activité de service, ou qui n'ont pu être touchés par l'entremise du cahier de communication, pour autant que le destinataire de l'envoi en accuse réception.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs - Franstalig basisonderwijs - Oproep tot kandidaatstelling
voor een managementstage aan school nr. 13 "Ecole Qui Bouge".**

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0011 **Département des Ressources Humaines
GRH - Règlement de travail - Personnel administratif des écoles communales
francophones - Modification.**

Le point sera retiré en séance

Le point est retiré de l'ordre du jour.

**Departement Human Resources
HRM - Arbeidsreglement - Administratief personeel van de Franstalige
gemeentescholen - Wijziging.**

Het punt zal tijdens de zitting ingetrokken worden

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

15.02.2023/A/0012 **Département des Ressources Humaines
GRH - Règlement de travail - Annexe 2 relative aux congés compensatoires -
Modification.**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions du règlement de travail et notamment concernant les Congés communaux extra-légaux et dispenses de service ANNEXE 2 – article 14 – Congés compensatoires;

Considérant que 8 jours de congé compensatoires sont ainsi accordés à tout le personnel communal; 4 jours de congé compensatoire sont ajoutés pour la suppression du service d'été;

Considérant qu'afin d'assurer le bon fonctionnement et la continuité des services, il s'indique de pouvoir autoriser le personnel communal à prendre une partie de ces jours de Congé Compensatoire en heures;

DECIDE :

Article unique :

de compléter les dispositions du Règlement de travail comme suit :

ANNEXE 2 – article 14 – Congés compensatoires:

d'autoriser les agents communaux à fractionner, en heures (en fonction de l'horaire de travail), 3 jours du congé compensatoire accordé.

Ces heures sont à prendre à la convenance de l'agent, moyennant l'accord du responsable hiérarchique et selon les possibilités du service.

Le congé sera toutefois réduit à due concurrence, lorsqu'un agent entre en service dans le courant de l'année, démissionne de ses fonctions ou est engagé pour effectuer des prestations incomplètes, ou diminue ses prestations en cours de l'année.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Human Resources

HRM - Arbeidsreglement - Bijlage 2 over compensatieverlof - Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van het arbeidsreglement en met name op de bovenwettelijke gemeentelijke verloven en vrijstellingen van dienst BIJLAGE 2 - Artikel 14 - Compenserende verloven;

Aangezien aldus 8 dagen compensatieverlof worden toegekend aan alle personeelsleden van de gemeente, worden 4 dagen compensatieverlof toegevoegd voor de opheffing van de zomerdienst;

Overwegende dat het met het oog op de goede werking en de continuïteit van de diensten noodzakelijk is het gemeentepersoneel toe te staan een deel van deze compenserende verlofdagen in uren op te nemen;

BESLUIT :

Enig artikel :

de bepalingen van het werkreglement als volgt aan te vullen:

AANHANGSEL 2 - Artikel 14 - Compensatieverlof:

het gemeentepersoneel toe te staan 3 dagen van het toegekende compensatieverlof in uren (afhankelijk van de werktijden) op te splitsen.

Deze uren worden naar believen van de agent opgenomen, met instemming van de diensthoofd en afhankelijk van de mogelijkheden van de dienst.

Het verlof wordt echter dienovereenkomstig verminderd wanneer een personeelslid in de loop van het jaar in dienst treedt, zijn functie neerlegt of wordt aangesteld om onvolledig werk te verrichten, of zijn werk in de loop van het jaar vermindert.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0013 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 1 « Citroën-Vergote » - Opération 2.1 "Square du Laekenveld" - Marché conjoint entre la Commune et Project T&T - Convention de collaboration.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 16 novembre 2017 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine « Citroën-Vergote » (CRU 1) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 23 novembre 2017 octroyant une subvention à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la réalisation des actions et opérations du programme CRU 1 ;

Vu la délibération du Conseil en date du 20 juin 2018 décidant d'approuver la convention de partenariat du CRU 1 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 3 décembre 2020 octroyant une subvention complémentaire de 250.000,00 euros à la commune de

Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du CRU 1 ;

Vu la délibération du Conseil en date du 24 février 2021 décidant d'approuver la "convention de subventionnement pour les opérations et actions prévues aux 1° à 4° et 6° de l'article 37 de l'Ordonnance de Revitalisation Urbaine - Contrat de Rénovation Urbaine "Citroën-Vergote";

Vu la délibération du Collège en date du 14 juillet 2022 décidant e.a. :

- D'approuver l'avant-projet et son estimation tels que réalisés par l'auteur de projet Bureau Bas Smets concernant le réaménagement du square Laekenveld et la création d'une connexion avec le parc de Tour et Taxi ;
- D'approuver l'introduction d'une demande de permis d'urbanisme ;

Considérant que la Commune et Project T&T (Nextensa) portent conjointement l'opération 2.1 Square Laekenveld ;

Considérant que, pour la bonne gestion de l'opération 2.1 Square Laekenveld, il est recommandé de conclure un marché conjoint, désignant la Commune comme seul pouvoir adjudicateur pour le marché de travaux ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DÉCIDE :

Article unique :

D'approuver la convention de collaboration relative au marché conjoint à conclure pour l'opération 2.1 Square Laekenveld du programme du CRU 1 entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et Project T&T (Nextensa).

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling -
Stadsvernieuwingscontract (SVC) 1 "Citroën-Vergote" - Operatie 2.1
"Laekenveldsquare" - Gezamenlijke opdracht tussen de Gemeente en Project
T&T - Samenwerkingsovereenkomst.**

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 2017 tot goedkeuring van het programma van het Stadsvernieuwingscontract "Citroën-Vergote" (SVC 1) ;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 2017 tot toekenning van een subsidie aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de uitvoering van de acties en operaties van het programma van het SVC 1 ;

Gezien het besluit van de Raad van 20 juni 2018 om de partnerschapsovereenkomst voor het SVC 1 goed te keuren ;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 december 2020 tot toekenning van een bijkomende subsidie van 250.000,00 euros aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het SVC 1 ;

Gezien de beraadslaging van de Raad van 24 februari 2021 waarbij is besloten tot goedkeuring van de "overeenkomst voor de subsidiëring van de operaties en acties, bepaald in 1° tot 4° en 6° van artikel 37 van de Ordonnatie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering - Stadsvernieuwingscontract Citroën-Vergote".

Gezien de beraadslaging van het College van 14 juli 2022 waarbij o.a. is besloten :

- In te stemmen met het door het studie bureau Bureau Bas Smets gerealiseerde voorontwerp en de raming daarvan betreffende de herinrichting van de Laekenveldsquare en de aanleg van een verbinding met het Thurn en Taxispark ;
- Tot de goedkeuring van de indiening van een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning ;

Overwegende dat de Gemeente en Project T&T (Nextensa) gezamenlijk drager zijn van de operatie 2.1 Laekenveldsquare ;
Overwegende dat voor het goede beheer van de operatie 2.1 Laekenveldsquare wordt aanbevolen een gezamenlijke opdracht te sluiten, waarbij de Gemeente als enige aanbestedende overheid voor de overheidsopdracht werken wordt aangewezen ;
Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel:

De samenwerkingsovereenkomst voor de gezamenlijke opdracht die dient afgesloten te worden voor operatie 2.1 Laekenveldsquare van het programma van het SVC 1 tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en Project T&T (Nextensa) goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0014 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - CQD Petite Senne -
Logements conventionnés Liverpool (1.F1) - Accord pour la vente d'une parcelle
non bâtie située rue de Liverpool 24 - Précision supplémentaire.- report du
25/01/2023

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 3 juin 2015 décidant e.a. :

- D'approuver l'acquisition du bien sis à 1080 Bruxelles, rue de Liverpool 24, cadastré 3^{ème} division, Section B, n° 943y30 appartenant à la société Fadi Export, pour un montant maximum de 925.000,00 €, sous réserve de l'approbation du budget communal 2015 par les Autorités de Tutelle;

Vu sa délibération du 14 septembre 2022 décidant :

D'approuver la vente de la parcelle de 3a 70ca, sise rue de Liverpool 24 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrée 3^{ème} division, Section B, n°943y30 (ID21523B0943/00y030) pour un montant de 169.500,00 EUR à "Le Logement Molenbeekois".

Vu le procès-verbal de mesurage et de division ci-annexé, dressé par le géomètre-expert Jean-Michel Van Goethem en date du 1^{er} juillet 2019 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver la vente de la parcelle de 3a 70ca, sise rue de Liverpool 24 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrée 3^{ème} division, Section B, partie du n°943y30 (ID21523B0943/00y030) pour un montant de 169.500,00 EUR à "Le Logement Molenbeekois", telle que représentée en jaune (Bloc A) sur le procès-verbal de mesurage et de division ci-annexé, dressé par le géomètre-expert Jean-Michel Van Goethem, le 1^{er} juillet 2019 .

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam
Wijkcontract Zinneke - Geconventioneerde woningen Liverpool (1.F1) -
Akkoord voor de verkoop van een onbebouwd perceel gelegen te 1080 Sint-Jans-
Molenbeek, Liverpoolstraat 24 - Verdere verduidelijking.- uitstel van 25/01/2023

DE RAAD,

Gezien haar beslissing van 3 juni 2015 om onder meer:

- De aankoop van het vastgoed, gelegen te Liverpoolstraat 24, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastrerd in afdeling 3, sectie B, nr 943y30, in eigendom van het bedrijf Fadi Export, voor een maximumbedrag van 925.000,00 € goed te keuren onder voorbehoud van de goedkeuring van het Gemeentelijk budget 2015 door de Voogdij;

Gezien haar beslissing van 14 september 2022 om onder meer:

- de verkoop van het perceel van 3a 70ca, gelegen aan de Liverpoolstraat 24 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastrerd in afdeling 3, sectie B, nr. 943y30 (ID21523B0943/00y030) voor een bedrag van 169.500,00 EUR aan "Le Logement Molenbeekois" goed te keuren. ;

Gezien het bijgevoegde meet- en verdelingsrapport, opgesteld door de landmeter-deskundige Jean-Michel Van Goethem op 1 juli 2019;
Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Enig artikel :

Om de verkoop van het perceel van 3a 70ca, gelegen aan de Liverpoolstraat 24 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastrerd in afdeling 3, sectie B, deel van nr. 943y30 (ID21523B0943/00y030) zoals in geel (blok A) aangegeven op het bijgevoegde meet- en verdelingsrapport, opgesteld door de landmeter-deskundige Jean-Michel Van Goethem op 1 juli 2019, voor een bedrag van 169.500,00 EUR aan "Le Logement Molenbeekois" goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0015

Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Quartier
Durable "Autour du Parc de l'Ouest" - Conventions d'occupation temporaire -
Rue de Lessines 37/39.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 24/10/2018 approuvant le programme complet du Contrat de Quartier Durable "Autour du Parc de l'Ouest";
Vu l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2019 du programme du CQD "Autour du Parc de l'Ouest";
Vu l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 février

2021 de la première modification du programme du CQD "Autour du Parc de l'Ouest";

Vu l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 05 mai 2021 de la deuxième modification du programme du CQD "Autour du Parc de l'Ouest";

Considérant que le programme du Contrat de Quartier Durable comprend les opérations suivantes:

- " 3.5 Passage doux et potager de quartier JB Decock"

- " 1.3 Crèche et Accueil Lessines"

Vu la décision du Conseil Communal en date du 25/04/2019 approuvant l'acquisition du bâtiment sis Rue de Lessines 35 pour mener à bien l'opération "3.5 Passage doux et Potager de quartier JB Decock";

Vu la décision du Conseil Communal en date du 24/03/2021 approuvant l'acquisition du bâtiment sis rue de Lessines 37-39 pour mener à bien l'opération "1.3 "Crèche et Accueil Lessines";

Vu la décision du Conseil Communal du 29/06/2022 approuvant la convention d'occupation temporaire du bâtiment sis Rue de Lessines 35 avec les associations Amana Montessori, A pied d'oeuvre et les Handikapables;

Considérant que la convention initiale aurait dû se terminer le 15 mai 2023;

Considérant qu'en raison des impératifs nouveaux concernant le planning des travaux, l'occupation doit se terminer au plus tard le 1er mars 2023;

Considérant que deux appartements du bâtiment voisin sis rue de Lessines 37-39 sont vides depuis le 13 décembre 2022;

Considérant que les associations Amana Montessori et A pied d'oeuvre sont intéressées d'occuper temporairement ces appartements pour pouvoir continuer leurs activités au bénéfice du quartier, et ce jusqu'au 30 juin 2023;

Considérant que deux conventions d'occupation temporaire sont nécessaires, une pour chaque association;

Vu les projets de convention en annexe;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention d'occupation temporaire du bien sis rue de Lessines 37- 39 - 1er étage par l'association Amana Montessori.

Article 2 :

D'approuver la convention d'occupation temporaire du bien sis rue de Lessines 37-39 - 2ème étage par l'association A pied d'Oeuvre.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam

**Wijkcontract "Rondom Westpark" - Overeenkomsten van tijdelijke bezetting -
Lessenstraat 37/39.**

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 24/10/2018 tot goedkeuring van het volledige programma van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark";

Gezien de goedkeuring door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2019 van het programma van het DWC "Rondom Westpark";

Gezien de goedkeuring door de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op

15 februari 2021 van de eerste wijziging van het DWC-programma "Rondom Westpark";

Gezien de goedkeuring door de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 5 mei 2021 van de tweede wijziging van het DWC-programma "Rondom Westpark";

Overwegende dat het programma van het Duurzaam Wijkcontract de volgende operaties omvat:

- "3.5 Zachte Doorsteek en buurtmoestuin JB Decock"

- "1.3 Creche en Onthaal Lessen"

Gezien het besluit van de gemeenteraad van 25/04/2019 tot goedkeuring van de aankoop van het gebouw gelegen aan de Lessenstraat 35 om de operatie "3.5 zachte doorsteek en buurtmoestuin JB Decock " uit te voeren;

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 24/03/2021 tot goedkeuring van de aankoop van het gebouw gelegen aan de Lessenstraat 37-39 om de operatie "1.3 "Creche en onthaal Lessen" uit te voeren;

Gezien het besluit van de gemeenteraad van 29/06/2022 tot goedkeuring van de tijdelijke gebruiksovereenkomst van het gebouw gelegen aan de Lessenstraat 35 met de verenigingen Amana Montessori, A pied d'oeuvre en les Handicapables;

Overwegende dat de oorspronkelijke overeenkomst op 15 mei 2023 had moeten aflopen;

Gezien de nieuwe verplichtingen inzake de planning van de werkzaamheden, waardoor de bezetting uiterlijk op 1 maart 2023 moet eindigen;

Overwegende dat twee flats van het eraan gelegen gebouw in de Lessenstraat 37-39 leeg staan sinds 13 december 2022;

Overwegende dat de verenigingen Amana Montessori en A pied d'oeuvre belangstelling hebben om deze flats tijdelijk te betrekken teneinde hun activiteiten ten behoeve van de wijk voort te zetten, en dit tot 30 juni 2023;

Overwegende dat er twee tijdelijke bezettingsovereenkomsten nodig zijn;

Gezien de bijgevoegde ontwerpovereenkomsten;

BESLUIT :

Artikel 1:

De overeenkomst van tijdelijke bezetting goed te keuren van het pand gelegen Lessenstraat 37-39 - 1e verdieping door de vereniging Amana Montessori.

Artikel 2:

De overeenkomst van tijdelijke bezetting goed te keuren van het pand gelegen Lessenstraat 37-39 - 2e verdieping door de vereniging A pied d'Oeuvre.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0016

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Quartier Durable "Etangs Noirs" - Approbation de l'acquisition des biens sis rue de Courtrai 51, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Vu l'approbation par le Conseil Communal du 19 mai 2022 du dossier de candidature du Contrat d'Axe et Contrat d'Îlot (CACI) "Courtrai-Ostende" incluant e.a. les biens sis rue de Courtrai 51-53-55 comme opportunités foncières et immobilières afin de

renforcer le projet de grand parc en intérieur d'îlot ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 08 aout 2022 approuvant la candidature du CACI Courtrai-Ostende et la subvention y afférente ;

Vu le courrier du 15 juillet 2022 notifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 2022 approuvant le programme du CQD "Etangs Noirs" ;

Considérant que le projet "R4 Parc Courtrai-Ostende" du CQD "Etangs Noirs" prévoit l'acquisition d'un site industriel composé de deux biens (rue de Courtrai 47-49 et rue d'Ostende 74) en vue de démolir partiellement les constructions existantes, de les rénover et de les reconstruire en partie, afin de créer un grand parc en intérieur d'îlot accessible par la rue de Courtrai et la rue d'Ostende et un équipement public ;

Considérant que les biens, sis rue de Courtrai 51 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrés 3ème Division, section B, n°765r3 et n°765n sont adjacents au bien sis rue de Courtrai 49 ;

Considérant que l'acquisition de ces biens permettrait de disposer de plus d'espace pour la réalisation des projets prévus sur le bien adjacent ;

Considérant que les projets immobiliers repris aux opérations "1.4 Habitat Kangourou Ransfort 29" et "1.5 Logement Piers 14" du CQD Etangs Noirs qui portaient sur la rénovation de deux biens insalubres ne pourront plus être réalisés dans le cadre du Contrat de Quartier Durable car les biens ont été renovés par les actuels propriétaires et ne sont donc plus en situation d'insalubrité ;

Vu la décision du Conseil Communal du 19 mai 2021 approuvant l'acquisition des biens sis rue de Courtrai 51-53-55, 1080 Molenbeek-Saint-Jean pour un montant maximum de 917.560,00 EUR incluant l'indemnité de remploi à condition de l'obtention du subside PdV Axe 1 ;

Considérant que l'acquisition des biens sis rue de Courtrai 51-53-55, 1080 Molenbeek-Saint-Jean n'a pas pu être réalisée car la Commune n'a pas pu s'aligner à l'offre de l'acquéreur ;

Considérant que le nouveau propriétaire a ensuite mis en vente les biens (sis rue de Courtrai 51-53-55) en lots séparés;

Considérant que par conséquent une nouvelle estimation a été demandée au Comité d'Acquisition d'immeubles régional;

Vu l'estimation en date du 13/01/2023 par le Comité d'Acquisition d'immeubles régional pour un montant de 658.000,00 EUR, pour les biens d'une superficie utile de 560 m², sis rue de Courtrai 51 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrés 3ème Division, section B, n°765r3 et n°765n ;

Considérant que le budget du CQD "Etangs Noirs" prévoit 711.000 EUR pour l'acquisition des projets 1.4. et 1.5. ;

Considérant que la Commune ne peut pas dépasser le montant de l'estimation du Comité d'Acquisition d'immeubles régional augmentée de l'indemnité de remploi. In casu, l'indemnité de remploi s'élève à 16%, soit 105.280,00 EUR, mais tenant compte du budget du CQD Etangs Noirs, le prix d'acquisition ne peut pas dépasser le montant de 711.000,00 EUR, ce qui revient à un montant de 53.000,00 EUR pour l'indemnité de remploi ;

Considérant que les crédits nécessaires seront prévus à l'article 9301/712/60 du budget extraordinaire de l'année en cours sous réserve d'approbation du budget communal par le Conseil Communal et par l'autorité de tutelle ;

DECIDE:

Article 1:

D'approuver l'acquisition des biens, sis rue de Courtrai 51 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrés 3ème Division, section B, n°765r3 et n°765n, dans le cadre du Contrat d'Axe et Contrat d'Îlot (CACI) "Courtrai-Ostende" et du Contrat de Quartier Durable

Etangs Noirs, pour un montant maximum de 711.000,00 EUR (658.000,00 EUR + 53.000,00 EUR (frais de rempli)), et de charger le service Technique du Département Infrastructures et Développement Urbain de négocier l'acquisition de ces biens.

Article 2:

D'approuver le mode de financement de la dépense, à savoir 95% par le Contrat de Quartier Durable "Etangs Noirs", soit 675.450,00 EUR (DC 1023/2022) et 5% par emprunts, soit 35.550,00 EUR sous réserve d'approbation du budget communal par le Conseil Communal et par l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Dienst Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract
"Zwarte Vijvers" - Goedkeuring van de aankoop van de onroerende goederen
gelegen Kortrijkstraat 51, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Gelet op de goedkeuring door de Gemeenteraad van 19 mei 2022 van het kandidatuur dossier voor het As- en Huizenblokcontract "Kortrijk-Oostende" (AHC), met o.a. de onroerende goederen gelegen aan de Kortrijkstraat 51-53-55 als grond- en vastgoedmogelijkheden ter versterking van het project van een groot park binnen het huizenblok ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 08 augustus 2022 tot goedkeuring van de aanvraag van het AHC Kortrijk-Oostende en de bijbehorende subsidie ;

Gelet op de brief van 15 juli 2022 ter kennisgeving van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 2022 houdende goedkeuring van het programma van het DWC "Zwarte Vijvers" ;

Overwegende dat het project "R4 Park Kortrijk-Oostende" van het DWC "Zwarte Vijvers" voorziet in de aankoop van een industrieterrein dat bestaat uit twee onroerende goederen (Kortrijkstraat 47-49 en Oostendestraat 74) met het oog op de gedeeltelijke afbraak, renovatie en gedeeltelijke wederopbouw van de bestaande gebouwen, teneinde een groot park aan te leggen binnen het huizenblok dat toegankelijk is via de Kortrijkstraat en de Oostendestraat, alsmede een openbare voorziening ;

Overwegende dat de onroerende goederen, gelegen aan de Kortrijkstraat 51 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, kadastraal bekend als 3e afdeling, sectie B, nrs. 765r3 en 765n, grenzen aan het perceel gelegen aan de Kortrijkstraat 49 ;

Overwegende dat de aankoop van deze onroerende goederen meer ruimte zou bieden voor de uitvoering van de geplande projecten op het aangrenzende goed ;

Overwegende dat de vastgoedprojecten die deel uitmaken van de operaties "1.4 Kangoeroewoning Ransfort 29" en "1.5 Huisvesting Piers 14" van het DWC Zwarte Vijvers, die betrekking hadden op de renovatie van twee onbewoonbare onroerende goederen, niet langer kunnen worden uitgevoerd in het kader van het duurzame wijkcontract, omdat de onroerende goederen door de huidige eigenaars zijn gerenoveerd en zich derhalve niet langer in een onbewoonbare situatie bevinden ;

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van 19 mei 2021 tot goedkeuring van de aankoop van de onroerende goederen gelegen aan de Kortrijkstraat 51-53-55, 1080 Sint-Jans-Molenbeek voor een maximumbedrag van 917.560,00 euro inclusief de wederbeleggingsvergoeding op voorwaarde dat de subsidie van het Stadsbeleid As 1 wordt verkregen ;

Overwegende dat de aankoop van de onroerende goederen gelegen Kortrijkstraat 51-53-55, 1080 Sint-Jans-Molenbeek niet kon worden uitgevoerd omdat de gemeente het bod van de koper niet kon evenaren;

Overwegende dat de nieuwe eigenaar de onroerende goederen vervolgens in aparte loten te koop heeft aangeboden;

Gelet op de schatting van 13/01/2023 door het Gewestelijk aankoopcomité van onroerende goederen voor een bedrag van 658.000,00 euro, voor de onroerende goederen met een bruikbare oppervlakte van 560 m², gelegen aan de Kortrijkstraat 51 te 1080 Sint-Jan Molenbeek, ingeschreven in de 3de afdeling, sectie B, nrs. 765r3 en 765n ;

Overwegende dat het budget van het DWC "Zwarte Vijvers" voorziet in 711.000 euro voor de aankoop van de projecten 1.4. en 1.5 ;

Overwegende dat de Gemeente het bedrag van de raming van het Gewestelijk aankoopcomité van onroerende goederen, vermeerderd met de wederbeleggingsvergoeding niet mag overschrijden. In voorkomend geval bedraagt de wederbeleggingsvergoeding 16%, ofwel 105.280,00 EUR, maar rekening houdend met het budget van het DWC Zwarte Vijvers, mag de aankoopprijs het bedrag van 711.000,00 EUR niet overschrijden, hetgeen neerkomt op een bedrag van 53.000,00 EUR voor de wederbeleggingsvergoeding ;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zullen zijn op artikel 9301/712/60 van de buitengewone begroting van het huidige dienstjaar onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting door de Gemeenteraad en de toezichhoudende overheid ;

BESLIST :

Artikel 1 :

Goedkeuring te geven aan de aankoop van de onroerende goederen, gelegen aan de Kortrijkstraat 51 te 1080 Sint-Jan Molenbeek, ingeschreven in de 3de afdeling, sectie B, nr. 765r3 en nr. 765n, in het kader van het As- en Huizenblokcontract "Kortrijk-Oostende" (AHC) en het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers", voor een maximumbedrag van 711.000,00 euro (658.000,00 euro + 53.000,00 euro (wederbeleggingsvergoeding)), en de Technische Dienst van het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling op te dragen te onderhandelen over de aankoop van deze onroerende goederen.

Artikel 2 :

De financieringswijze van deze uitgave, met name 95% via het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers", d.w.z. 675.450,00 euro (VR 1023/2022) en 5% door leningen, d.w.z. 35.550,00 euro, goed te keuren onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting door de Gemeenteraad en de toezichhoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0017

Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement Urbain – Contribution
forfaitaire et globale de Thomas & Piron Bâtiment SA aux coûts de
réfection/réaménagement des voiries situées avenue du Condor à Molenbeek, en
ce compris celles situées au niveau de la "petite rue du Condor" - Approbation de

la convention.

LE CONSEIL,

Considérant que Thomas et Piron Bâtiment SA a réalisé les travaux d'édification de plusieurs immeubles à appartements dans le secteur situé avenue du Condor à Molenbeek ;

Considérant que l'exécution normale du chantier a entraîné inévitablement le passage d'un charroi important et que ce charroi a provoqué une déformation, voire à certains endroits une détérioration de la voirie au niveau de ce que les Parties appellent communément la "petite rue du Condor";

Considérant que lors de la réunion du 29 avril 2022, la Commune a fait part à Thomas et Piron Bâtiment SA de son souhait de procéder elle-même à un aménagement plus global de ladite "petite rue du Condor", en telle sorte que les interventions à la charge de Thomas et Piron Bâtiment SA ne seraient pas à exécuter en nature et seraient remplacées par une contribution pécuniaire ;

Considérant qu'une convention régissant le versement de cette contribution doit être approuvée par les deux parties ;

Prend connaissance de la Convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et Thomas et Piron Bâtiment SA qui a pour objet de déterminer la procédure de versement de cette contribution ;

Considérant que la convention a été validée par le service juridique de la Commune ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE:

Article unique:

D'approuver la convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et Thomas et Piron Bâtiment SA en ce qui concerne la contribution forfaitaire et globale aux coûts de réfection/réaménagement des voiries situées avenue du Condor à Molenbeek, en ce compris celles situées au niveau de la "petite rue du Condor" qui s'élève à 68.141,15 EUR TVAC.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Forfaitaire en globale bijdrage van Thomas & Piron Bâtiment NV in de kosten van het herstel/de herinrichting van de wegenissen gelegen Condorlaan te Molenbeek, met inbegrip van deze die gelegen zijn op het niveau van de "Kleine Condorstraat" - Goedkeuring van de overeenkomst.

DE RAAD,

Overwegende dat Thomas & Piron Bâtiment NV meerdere appartementsgebouwen heeft opgericht in de sector van de Condorlaan te Molenbeek;

Overwegende dat de normale uitvoering van de werf onvermijdelijk een belangrijke doorgang van voertuigen heeft meegebracht en dat deze doorgang heeft geleid tot een vervorming, of zelfs op bepaalde plaatsen een beschadiging, van de wegenis ter hoogte van wat de Partijen gewoonlijk de "Kleine Condorstraat" noemen;

Overwegende dat op de vergadering van 29 april 2022 de Gemeente aan Thomas & Piron Bâtiment NV haar wens heeft meegedeeld om zelf over te gaan tot een meer globale inrichting van de genaamde "Kleine Condorstraat", in die zin dat de

tussenkomen ten laste van Thomas & Piron Bâtiment NV niet in natura zouden moeten worden uitgevoerd maar vervangen zouden worden door een geldelijke bijdrage;

Overwegende dat een overeenkomst betreffende de betaling van deze bijdrage door beide partijen moet worden goedgekeurd;

Neemt kennis van de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en Thomas & Piron Bâtiment NV waarvan het doel is de procedure van de betaling van deze bijdrage vast te leggen;

Overwegende dat de overeenkomst door de juridische dienst van de gemeente werd gevalideerd;

Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:

De overeenkomst tussen de gemeente en Thomas & Piron Bâtiment NV wat betreft de forfaitaire en globale bijdrage in de kosten van het herstel/de herinrichting van de wegenissen gelegen Condorlaan te Molenbeek, met inbegrip van deze die gelegen zijn op het niveau van de "Kleine Condorstraat" goed te keuren voor een bedrag van 68.141,15 EUR BTW incl.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0018

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructures et Développement Urbain - Subside octroyé par Bruxelles Environnement - Espaces Verts - Approbation de la convention.- report du 25/01/2023

LE CONSEIL,

Considérant la demande de subside introduite par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en date du 7/11/2022 pour l'obtention d'un subside dans le cadre des Espaces Vers de Bruxelles Environnement ;

Considérant qu'en date du 12/12/2022 Bruxelles Environnement a répondu favorablement à notre demande en nous octroyant un subside de 447.288,00 EUR destiné à l'acquisition d'entrepôts en vue de réaliser de nouveaux espaces verts dans les rues de Courtrai, d'Ostende, de la Carpe et de Vanderdussen, et ceci en lien avec le Contrat d'axe et Contrat d'ilôt (CACI) "Courtrai-Ostende" ;

Considérant qu'une convention régissant l'octroi de ce subside doit être approuvée par les deux parties ;

Prend connaissance de la Convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et Bruxelles Environnement qui a pour objet de déterminer la procédure d'octroi de la subvention ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale

DECIDE:

Article unique:

D'approuver la convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Fondation Roi Baudoin.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Subsidie toegekend door Leefmilieu Brussel - Groene ruimtes - Goedkeuren van de overeenkomst.- uitstel van 25/01/2023

DE RAAD,

Overwegende de subsidieaanvraag ingediend door de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek op 7/11/2022 voor het verkrijgen van een subsidie in het kader van "de Groene Ruimtes" van Brussel Leefmilieu;

Overwegende dat op 12/12/2022 Leefmilieu Brussel positief heeft geantwoord op onze vraag en ons een subsidie van 447.288,00 EUR heeft toegekend met het oog op de aanleg van nieuwe groene ruimten in de straten Kortrijk, Oostende, Karper en Vanderdussen, en dit gelinkt aan het As- en Huizenblokcontract (AHC) "Kortrijk-Oostende";

Overwegende dat een overeenkomst betreffende de toekenning van deze subsidie door beide partijen moet worden goedgekeurd;

Neemt kennis van de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en Brussel Leefmilieu waarvan het doel is de procedure tot toekenning van de subsidie vast te leggen;

Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:

De overeenkomst tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en Leefmilieu Brussel goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0019 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Subside octroyé par la Fondation Roi Baudoin - Fonds Bikes in Brussels - Convention.- report du 25/01/2023

LE CONSEIL,

Considérant la demande de subside introduite par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en date du 25/4/2022 pour l'obtention d'un subside dans le cadre du Fonds « Bike in Brussels » de la Fondation Roi Baudoin ;

Considérant qu'en date du 7/11/2022 la Fondation Roi Baudoin a répondu favorablement à notre demande en nous octroyant un subside de 376.185,00 EUR afin de construire une piste cyclable rue de l'Indépendance ;

Considérant qu'une convention régissant l'octroi de ce subside doit être approuvée par les deux parties ;

Prend connaissance de la Convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Fondation Roi Baudouin qui a pour objet de déterminer la procédure d'octroi de la

subvention ;
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale

DECIDE:

Article unique:
D'approuver la convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Fondation Roi Baudoin.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Subsidie toegekend door de Koning Boudewijnstichting - Fonds Bikes in Brussels - Overeenkomst.- uitstel van 25/01/2023

DE RAAD,

Overwegende de subsidieaanvraag ingediend door de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek op 25/4/2022 voor het verkrijgen van een subsidie in het kader van het Fonds "Bikes in Brussels" van de Koning Boudewijnstichting;
Overwegende dat op 7/11/2022 de Koning Boudewijnstichting positief heeft geantwoord op onze vraag en ons een subsidie van 376,185,00 EUR heeft toegekend voor het realiseren van een fietspad op de Onafhankelijkheidsstraat;
Overwegende dat een overeenkomst betreffende de toekenning van deze subsidie door beide partijen moet worden goedgekeurd;
Neemt kennis van de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Koning Boudewijnstichting waarvan het doel is de procedure tot toekenning van de subsidie vast te leggen;
Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:
De overeenkomst tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Koning Boudewijnstichting goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0020

Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement Urbain - Marché de services ayant pour objet la mission complète d'auteur de projet en vue de la rénovation de la maison de maître sise rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager un équipement d'intérêt collectif, la démolition d'un garage sis rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager une cour collective végétalisée ainsi que la rénovation de la maison de jeunes existante sise rue de la Vermicellerie 10 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de l'opération 1.2 du contrat de quartier durable « Etangs noirs » - CDC 23.001 - Fixation et approbation des conditions du marché et de l'avis de marché.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux contrats de quartier durables ;

Vu l'ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine (M.B., 18.10.2016) ;

Vu le courrier du 15 juillet 2022 notifiant l'approbation par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en sa séance du 23 juin 2022 du programme du Contrat de Quartier Durable « Etangs Noirs » ;

Considérant qu'il est nécessaire de réaliser une étude relative à la mission complète d'auteur de projet en vue de la rénovation de la maison de maître sise rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager un équipement d'intérêt collectif, à savoir une Maison du Bien-être, d'une surface construite d'environ 275 m², de la démolition d'un garage sis rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager une cour collective végétalisée d'une surface d'environ 160 m² et de la rénovation de la maison de jeunes existante d'une surface construite totale de 561 m², sise rue de la Vermicellerie 10 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de l'opération 1.2 du Contrat de Quartier Durable « Etangs Noirs » ;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir l'avis de marché, le cahier des charges et ses annexes établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Considérant que conformément à l'article 41, §1er, 1^o de la loi du 17 juin 2016, une procédure négociée directe avec publication préalable est autorisée pour ce marché de services ;

Considérant que le présent marché fera l'objet d'une publicité au Bulletin des Adjudications ;

Considérant qu'un subside complémentaire au subside du Contrat de Quartier Durable Etangs Noirs est accordé à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean par la Région flamande via la VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) en vue de la rénovation de la maison de maître sise rue Van Hoegaerde 39, la démolition d'un garage sis rue Van Hoegaerde 39 et la rénovation de la maison de jeunes existante sise rue de la Vermicellerie 10 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean pour un montant de 1.389.510,00 EUR (DC 30/2023) ;

Considérant que la dépense globale pour les honoraires peut être estimée à 189.000 EUR HTVA (TVA 21% soit 39.690,00 EUR), soit 228.690 EUR TVAC; Considérant que les crédits nécessaires seront prévus à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 et qu'ils seront couverts, sous réserve de l'approbation du budget communal 2023 par le Conseil communal ainsi que par la Tutelle, par le subside de la Région Flamande via la VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) (DC 30/2023), pour un montant de 228.690,00 EUR TVA comprise ;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver les documents du marché, à savoir l'avis de marché, le cahier des charges et ses annexes établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché de services ayant pour objet la mission complète d'auteur de projet en vue de la rénovation de la maison de maître sise rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager un équipement d'intérêt collectif, la démolition d'un garage sis rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager une cour collective végétalisée ainsi que la rénovation de la maison de jeunes existante sise rue de la Vermicellerie 10 à 1080 Molenbeek-Sint-Jean dans le cadre de l'Opération 1.2 du contrat de quartier durable « Etangs noirs » ;

Article 2

De passer le marché de services par procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41, §1er, 1° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Article 3

D'approuver la dépense pour les honoraires d'un montant estimé de 189.000,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 39.690,00 EUR), soit 228.690,00 EUR TVAC et de la couvrir par le subsidie de la Région flamande via la VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) (DC 30/2023).

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Opdracht voor diensten betreffende de volledige missie van projectontwerper voor de renovatie van het herenhuis gelegen Van Hoegaerdestraat 39, de afbraak van een garage gelegen Van Hoegaerdestraat 39 en de renovatie van het bestaande jeugdhuis gelegen Vermicellifabriekstraat 10 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek in het kader van operatie 1.2 van het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers" - Bestek 23.001 - Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en van de aankondiging van de opdracht.

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

Gezien het koninklijk Besluit Plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 ;

Gezien het koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;

Gezien het Besluit van 24 november 2016 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk gewest betreffende de Duurzame Wijkcontracten ;

Gezien de Ordonnatie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering (B.S., 18.10.2016) ;

Gezien het schrijven in datum van 15 juli 2022 waarbij de goedkeuring door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in zitting van 23 juni 2022 van het programma van het duurzaam wijkcontract "Zwarte vijvers" werd betekend ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een studie uit te voeren met betrekking tot de volledige missie van projectontwerper voor de renovatie van het herenhuis gelegen Van Hoegaerdestraat 39, met het oog op de ontwikkeling van een voorziening van gemeenschappelijk belang namelijk een Huis van Welzijn, met een bebouwde oppervlakte van ongeveer 275 m², de afbraak van een garage gelegen Van Hoegaerdestraat 39 met het oog op de aanleg van een collectief groen binnenplein met een oppervlakte van ongeveer 160 m² en de renovatie van het bestaande jeugdhuis met een totale bebouwde oppervlakte van 561 m², gelegen Vermicellifabriekstraat 10 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek (operatie 1.2 van het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers") ;

Neemt kennis van de documenten van de opdracht, met name de aankondiging van de opdracht, het bestek en de bijlagen hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 41, §1er, 1^o van de wet van 17 juni 2016, een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking toegelaten is voor deze opdracht voor diensten ;

Overwegende dat de huidige opdracht gepubliceerd zal worden in het Bulletin der Aanbestedingen ;

Overwegende dat het Vlaamse Gewest, via de VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie), aan de gemeente Sint-Jan Molenbeek een subsidie toekent bovenop de subsidie van het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte vijvers", voor de renovatie van het herenhuis gelegen Van Hoegaerdestraat 39, de afbraak van een garage gelegen Van Hoegaerdestraat 39 en de renovatie van het bestaande jeugdhuis gelegen Vermicellifabriekstraat 10 te 1080 Sint-Jans- Molenbeek, voor een bedrag van 1.389.510,00 EUR (VR 30/2023) ;

Overwegende dat de totale uitgave voor de honoraria kan worden geraamd op 189.000 euro exclusief BTW (BTW 21%, d.w.z. 39.690,00 euro), ofwel 228.690 euro inclusief BTW ;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zullen zijn op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023 en dat de uitgave zal gedekt worden, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentelijke begroting 2023 door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende overheid, door de subsidie van het Vlaams Gewest via de VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) (VR 30/2023), voor een bedrag van 228.690,00 EUR BTW inbegrepen;

Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Artikel 1

De opdrachtdocumenten, met name de aankondiging van de opdracht, het bestek en de bijlagen, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de opdracht van diensten met betrekking tot de volledige missie van projectontwerper voor de renovatie van het herenhuis gelegen Van Hoegaerdestraat 39, met het oog op de ontwikkeling van een voorziening van gemeenschappelijk belang, de afbraak van een garage gelegen Van Hoegaerdestraat 39 met het oog op de aanleg van een collectief groen binnenplein en de renovatie van het bestaande jeugdhuis gelegen Vermicellifabriekstraat 10 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek in het kader van operatie 1.2 van het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers".

Artikel 2

De opdracht voor diensten te plaatsen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking ;

Artikel 3

De uitgave, geraamd op een bedrag van 189.000,00 EUR btw excl. (btw 21% met name 39.690,00 EUR), hetzij 228.690,00 EUR btw incl. goed te keuren, en ze te

dekken door de subsidie van het Vlaams Gewest via de VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) (VR 30/2023).

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0021

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructures et Développement Urbain - Marché de services pour la mission complète d'auteur de projet en vue de la création d'un immeuble à plusieurs fonctions, comprenant d'une part la transformation lourde ainsi que l'aménagement des locaux d'un bâtiment communal afin d'y implanter un projet qui vise un service d'insertion socioprofessionnelle et d'autre part la construction d'une rehausse de l'immeuble afin d'y implanter des logements publics, sis avenue Jean Dubrucq 172 à 178, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de l'Opération Z1.2 du CRU 6 "Simonis" - Fixation et approbation des conditions du marché - CDC 23.002.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Considérant qu'il est nécessaire de réaliser une étude pour la mission complète d'auteur de projet en vue de la création d'un immeuble à plusieurs fonctions, comprenant d'une part la transformation lourde ainsi que l'aménagement des locaux d'un bâtiment communal afin d'y implanter un projet qui vise un service d'insertion socioprofessionnelle et d'autre part la construction d'une rehausse de l'immeuble afin d'y implanter des logements publics, sis avenue Jean Dubrucq 172 à 178, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de l' Opération Z1.2. du CRU 6 "Simonis" ;

Considérant qu'il y a donc lieu de lancer un marché de services ;

Considérant que le marché n'est pas divisé en lots ;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes ainsi que l'avis de marché établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Considérant que la dépense globale pour les honoraires du présent marché de services est estimée à 530.148,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 111.331,08 EUR), soit un total de 641.479,08 EUR TVAC ;

Considérant qu'une somme forfaitaire de 10.000,00 EUR TVAC (4 x 2.500,00 EUR) sera attribuée à titre de défraiement aux soumissionnaires non-retenus, pour autant que ceux-ci aient introduit une offre jugée régulière et qu'ils aient obtenu un minimum de 50% des points ;

Considérant que les crédits nécessaires seront prévus à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023, sous réserve d'approbation du budget communal 2023 par le Conseil communal et la Tutelle et qu'ils seront couverts de la façon suivante :

- Par subside du CRU 6 pour un montant de 530.148,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 111.331,08 EUR), soit un total de 641.479,08 EUR TVAC (DC 1640/2022 - DIDU - Contrat de rénovation urbaine 6 Autour de Simonis - Opération briques)
- La dépense à titre de défraiement des offres non-retenues pour un montant de 10.000,00 (4 x 2.500,00 EUR) EUR TVAC par subside du CRU 6 (DC 1640/2022 - DIDU - Contrat de rénovation urbaine 6 Autour de Simonis - Opération briques);

Considérant que conformément à l'article 38, §1, 1°, b) de la loi du 17 juin 2016, une procédure concurrentielle avec négociation est autorisée pour le présent marché de services ;

Considérant que le présent marché d'auteur de projet incluant l'architecture rentre bien dans l'hypothèse visée par l'article 38, §1er, 1°, b) (« (...) les services objets du marché incluent la conception ou les solutions innovantes »). En effet, les marchés d'auteur de projet portent nécessairement sur de la conception pour le pouvoir adjudicateur (de plans, de projets, etc.). Dans de tels cas, des négociations seront souvent nécessaires afin de garantir que le service en question répond bien aux besoins du pouvoir adjudicateur ;

Considérant que compte tenu du fait que le montant de la dépense estimée est supérieur aux seuils fixés à l'article 11,3° de l'arrêté royal du 18 avril 2017, les règles de la publication européenne sont d'application, conformément à l'article 13 de l'arrête royal du 18 avril 2017 puisque la dépense globale estimée pour les honoraires est supérieure à 215.000,00 EUR HTVA ;

Considérant qu'après l'examen du droit d'accès et de la sélection qualitative des candidats ayant déposé un dossier de candidature recevable, seul cinq candidats seront retenus et invités à soumissionner ;

Considérant que le présent marché fera l'objet d'une publication au Bulletin des Adjudications ainsi qu'au journal officiel de l'Union Européenne ;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes ainsi que l'avis de marché établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché de services de mission complète d'auteur de projet en vue de la création d'un immeuble à plusieurs fonctions, comprenant d'une part la transformation lourde ainsi que l'aménagement des locaux d'un bâtiment communal afin d'y implanter un projet qui vise un service d'insertion socioprofessionnelle et d'autre part la construction d'une rehausse de l'immeuble afin d'y implanter des logements publics, sis avenue Jean Dubrucq 172 à 178, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de l'Opération Z1.2. du CRU 6 "Simonis" à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2

De passer le marché de services par la procédure concurrentielle avec négociation (publicité européenne) conformément à l'article 38, §1er, 1°, b) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Article 3

D'approuver la dépense estimée en ce qui concerne les honoraires, dont les crédits nécessaires seront prévus à l'article 9301/731/60, sous réserve d'approbation du budget communal 2023 par le Conseil communal et la Tutelle, et de la financer :

- Par subside du CRU 6 pour un montant de 530.148,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 111.331,08 EUR), soit un total de 641.479,08 EUR TVAC (DC1640/2022 - DIDU - Contrat de rénovation urbaine 6 Autour de Simonis - Opération briques) ;

Article 4

D'approuver les dépenses à titre de défraiement des offres non-retenues, sous

réserve d'approbation du budget communal 2023 par le Conseil communal et la Tutelle, pour un montant de 10.000,00 EUR TVAC par subside du CRU 6 (DC 1640/2022 - DIDU - Contrat de rénovation urbaine 6 Autour de Simonis - Opération briques).

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Opdracht voor diensten voor de volledige missie van projectontwerper voor de oprichting van een gebouw met verschillende functies, waaronder enerzijds de zware verbouwing en de inrichting van de lokalen van een gemeentelijk gebouw met het oog op het vestigen van een project dat gericht is op een dienst voor socio-professionele integratie en anderzijds de bouw van een uitbreiding van het gebouw met het oog op het vestigen van openbare huisvesting, gelegen Jean Dubrucqulaan 172 tot 178, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, in het kader van Operatie Z1.2 van het SVC 6 "Simonis" - Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - Bestek 23.002.

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een studie uit te voeren voor de volledige missie van projectontwerper voor de oprichting van een gebouw met verschillende functies, waaronder enerzijds de zware verbouwing en de inrichting van de lokalen van een gemeentelijk gebouw met het oog op het vestigen van een project dat gericht is op een dienst voor socio-professionele integratie en anderzijds de bouw van een uitbreiding van het gebouw met het oog op het vestigen van openbare huisvesting, gelegen Jean Dubrucqulaan 172 tot 178, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, in het kader van Operatie Z1.2. van het SVC 6 "Simonis" ;

Overwegende dat hiervoor een opdracht voor diensten dient gelanceerd te worden ;

Overwegende dat de opdracht niet verdeeld is in percelen ;

Neemt kennis van de documenten van de opdracht, met name het bestek en de bijlagen evenals de aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling ;

Overwegende dat de globale uitgave voor de honoraria geraamd kan worden op een bedrag van 530.148,00 EUR btw excl. (btw 21% met name 111.331,08 EUR), hetzij 641.479,08 EUR btw incl. ;

Overwegende dat een forfaitaire som van 10.000,00 EUR btw incl. (4 x 2.500,00 EUR) zal toegekend worden ter vergoeding van de niet-weerhouden inschrijvers, voor zover zij een regelmatige offerte hebben ingediend en zij minstens 50% van de punten behaalden ;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zullen zijn op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, onder voorbehoud van

goedkeuring van de gemeentebegroting 2023 door de Gemeenteraad en de voogdij, en dat de uitgave zal gedekt worden op de volgende wijze :

- Door de subsidie van het SVC 6 voor een bedrag van 530.148,00 EUR btw excl. (btw 21% met name 111.331,08 EUR), hetzij 641.479,08 EUR btw incl. (VR 1640/2022 - DIDU - Stadsvernieuwingscontract 6 Rond Simonis - Bakstenen operatie)
- De uitgave, ter vergoeding van de niet-weerhouden offertes, voor een bedrag van 10.000,00 EUR btw incl. (4 x 2.500,00 EUR) door de subsidie SVC 6 (VR 1640/2022 - DIDU - Stadsvernieuwingscontract 6 Rond Simonis - Bakstenen operatie) ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 38, §1, 1^o, b) van de wet van 17 juni 2016, een mededingingsprocedure met onderhandeling toegelaten is voor deze opdracht voor diensten ;

Overwegende dat deze opdracht voor een projectontwerper die architectuur omvat, goed past in de hypothese bedoeld in artikel 38, §1, 1^o, b) ("(...) de diensten waarop de opdracht betrekking heeft, bevatten ontwerp- of innovatieve oplossingen"). Deze opdrachten voor projectontwerper hebben immers noodzakelijkerwijs betrekking op het ontwerp voor de aanbestedende overheid (van plannen, projecten, enz.). In dergelijke gevallen zullen er vaak onderhandelingen nodig zijn om ervoor te zorgen dat de dienst in kwestie voldoet aan de behoeften van de aanbestedende overheid ;

Overwegende dat, rekening houdende met het feit dat het bedrag van de raming hoger ligt dan de drempels die vastgelegd zijn in artikel 11, 3^o van het Koninklijk Besluit van 18 april 2017, de regels van de Europese bekendmaking van toepassing zijn, overeenkomstig artikel 13 van het Koninklijk Besluit van 18 april 2017; de geschatte uitgave voor de honoraria is immers hoger dan 215.000,00 EUR btw excl.;

Overwegende dat na het onderzoek van het toegangsrecht en de kwalitatieve selectie van de kandidaten die een ontvankelijk kandidatuur dossier hebben ingediend, slechts vijf kandidaten zullen weerhouden worden en uitgenodigd worden om een offerte in te dienen ;

Overwegende dat de huidige opdracht gepubliceerd zal worden in het Bulletin der Aanbestedingen alsook in het Publicatieblad van de Europese Unie ;

Gelet op art. 234 alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT:

Artikel 1

De opdracht documenten, met name het bestek en de bijlagen evenals de aankondiging van de opdracht, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling, voor de opdracht voor diensten met betrekking tot de volledige missie van projectontwerper voor de oprichting van een gebouw met verschillende functies, waaronder enerzijds de zware verbouwing en de inrichting van de lokalen van een gemeentelijk gebouw met het oog op het vestigen van een project dat gericht is op een dienst voor socio-professionele integratie en anderzijds de bouw van een uitbreiding van het gebouw met het oog op het vestigen van openbare huisvesting, gelegen Jean Dubrucq laan 172 tot 178, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, in het kader van Operatie Z1.2 van het SVC 6 "Simonis", goed te keuren ;

Artikel 2

De opdracht voor diensten te plaatsen via een mededingingsprocedure met onderhandeling (Europese bekendmaking) overeenkomstig artikel 38, §1, 1^o, b) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

Artikel 3

De uitgave wat betreft de honoraria, waarvan de nodige kredieten voorzien zullen zijn

in artikel 9301/731/60, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2023 door de Gemeenteraad en de voogdij, goed te keuren en als volgt te financieren:

- Door de subsidie van het SVC 6 voor een bedrag van 530.148,00 EUR btw excl. (btw 21% met name 111.331,08 EUR), hetzij 641.479,08 EUR btw incl. (VR 1640/2022 - DIDU - Stadsvernieuwingscontract 6 Rond Simonis - Bakstenen operatie);

Artikel 4

De uitgave goed te keuren wat betreft de vergoeding van de niet-weerhouden offertes, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2023 door de Gemeenteraad en de voogdij, voor een bedrag van 10.000,00 EUR btw incl., te financieren door de subsidie SVC 6 (VR 1640/2022 - DIDU - Stadsvernieuwingscontract 6 Rond Simonis - Bakstenen operatie).

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0022 **Département Services généraux et Démographie**
Propriétés communales - Nouvelle Loi communale articles 236 alinéa 2 -
Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et
Echevins.- report du 25/01/2023

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 236, al 2 stipulant que "si la modification entraîne une dépense supplémentaire de plus de 10%, le collège communique sa décision au conseil communal pour information lors de sa prochaine séance ;

Est informé de la décision du Collège suivante:

Séance du 22.12.2022 : Propriétés communales – Marché des travaux relatif à la rénovation de deux duplex à Place Communale 30 – Adaptation de la dépense - procédure négociée sans publicité - montant de la dépense de 35.403,13 EUR TVAC - article 9220/724/60 budget extraordinaire 2022 et de la couvrir par emprunt.

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement de la dépense susvisée.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de

la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijke Eigendommen - Artikel 236, alinea 2 Nieuwe Gemeentewet -
Overheidsopdrachten - Kennisgeving van de besluiten van het College van
Burgemeester en Schepenen.- uitstel van 25/01/2023**

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 236 al 2 waarin bepaald wordt dat indien de wijziging een bijkomende uitgave van meer dan 10% teweeg brengt, het college zijn beslissing ter kennisgeving meedeelt aan de gemeenteraad op diens eerstvolgende vergadering;

Wordt op de hoogte gebracht van volgende besluit van het College:

Zitting van 22.12.2022 : Gemeentelijke Eigendommen - Opdracht voor werken met betrekking Renovatie van twee duplex op Gemeenteplaats 30 - Aanpassing van de opdracht - onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - bedrag van de uitgave van 35.403,13 BTW - artikel 9220/724/60 buitengewone begroting 2022 en deze uitgave te dekken door lening.

BESLIST :

Enig artikel :

De wijze van financiering van bovengenoemde uitgaven goed te keuren.

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid in overeenstemming met artikel 7 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0023

**Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière
Cellule Habitat - Conseil Consultatif du Logement (Molenbeek-Saint-Jean) -
Rapport annuel d'activité 2021-2022.- report du 25/01/2023**

LE CONSEIL,

Vu l'article 3, § 8, du Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil Consultatif du Logement (ci-après CCL) approuvé lors de la séance du Conseil Communal du 16.12.2015;

Considérant que le Conseil Communal est informé des travaux du CCL par un rapport annuel couvrant une période identique à celle du rapport annuel communal; que ce rapport d'activité a été préparé par la Secrétaire du CCL et approuvé par le CCL avant d'être transmis au Conseil communal;

Considérant que le CCL a adopté son rapport d'activités par voie électronique le 06.12.2022;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 08.12.2022;

DECIDE

Article unique

Prendre acte du rapport annuel d'activités 2021-2022 du Conseil Consultatif du Logement de Molenbeek-Saint-Jean.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Habitat Cel - Adviesraad voor Huisvesting (Sint-Jans-Molenbeek) - Jaarverslag
van de activiteiten 2021-2022.- uitstel van 25/01/2023**

DE RAAD,

Gelet op artikel 3, § 8, van het Huishoudelijk Reglement van de Adviesraad voor Huisvesting (lager ARH), goedgekeurd in zitting van de Gemeenteraad van 16.12.2015;

Overwegende dat de Gemeenteraad wordt geïnformeerd over de werkzaamheden van de ARH via een jaarverslag van de activiteiten die een zelfde periode betreft als het jaarverslag van de Gemeente; dat dit verslag wordt voorbereid door de Secretaresse van de ARH, goedgekeurd van de ARH en nadien overgemaakt aan de Gemeenteraad; Overwegende dat de AHR zijn jaarverslag op 06.12.2022 elektronisch aangenomen heeft;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.12.2022;

BESLIST

Enig artikel

Akte te nemen van het jaarverslag 2021-2022 van de Adviesraad voor Huisvesting van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0024

Département Finances

Marchés publics - Nouvelle Loi communale articles 234 - Marchés publics -

Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.- report

du 25/01/2023

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234 est informé de la décision du Collège suivante :

Est informé des décisions du Collège suivantes :

1. Séance du 01.12.2022 : Service des Marchés Publics - Marché aux services de traduction– Marché public par procédure négociée sans publicité - montant de la dépense de 28.925,62 EUR hors TVA ou 35.000,00 EUR, 21% TVAC à l'article budgétaire 1040/122/48 du budget ordinaire ;
2. Séance du 08.12.2022 : Service des Marchés Publics - Marché de travaux relatif au remplacement des stores – Marché public par procédure négociée sans publicité - montant de la dépense de 57.323,90 EUR HTVA, soit 69.361,92 EUR TVAC à l'article budgétaire 0000/724/60 du budget extraordinaire et financé par emprunt ;
3. Séance du 08.12.2022: Service des Marchés Publics - Marché de fournitures relatif à l'achat d'un élévateur – Marché public par procédure négociée sans publicité - montant de la dépense de 46.000,00 EUR HTVA, soit 55.660,00 EUR TVAC à l'article budgétaire 7660/744/98, du budget extraordinaire et financé par emprunt;
4. Séance du 08.12.2022 : Service des Marchés Publics - Marché de fournitures relatif à l'achat de véhicules spéciaux– Marché public par procédure négociée sans publicité - montant de la dépense de 82.644,63EUR HTVA, soit 100.000,00 EUR TVAC aux articles budgétaire 8780/744/98 ; 4210/743/53 du budget extraordinaire et financé par emprunt ;
5. Séance du 08.12.2022 : Service des Marchés Publics - Marché de fournitures relatif à l'achat de papier pour 2023 – Marché public par procédure négociée sans publicité - montant de la dépense de 30.578,51 EUR HTVA ou 37.000,00 EUR TVAC aux articles budgétaire 1040/123/02 - 7222/124/02 - 7223/124/02 - 7340/124/02 - 76241/124/48 - 7625/124/48 - 8440/124/02 - 9300/123/02 - 9301/124/48 ; du budget ordinaire.
6. Séance du 08.12.2022 : Service des Marchés Publics - Marché de services relatif à l'entretien du linge pour les services communaux – Marché public par procédure négociée - montant de la dépense de 45.454,54 EUR HTVA ou 55.000,00 EUR TVAC à l'article budgétaire 1040/123/02 du budget ordinaire.
7. Séance du 08.12.2022 : Service des Marchés Publics - Marché de fournitures relatif à l'achat d'auto-laveuses – Marché public par procédure négociée sans publicité - montant de la dépense de 41.322,31 EUR HTVA ou 50.000,00 EUR TVAC à l'article budgétaire 7642/744/98 du budget extraordinaire et financé par emprunt.
8. Séance du 19.12.2022 : Service des Marchés Publics - Marché des services relatif à Photocopieuse - Marché public par procédure négociée - montant de la dépense de 40.202,95 EUR TVAC aux articles budgétaire 1040/742/52 du budget extraordinaire et financé par emprunt.

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode des dépenses susvisées.

La présente décision sera à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai organisant la tutelle des communes de la Région Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Financiën

Overheidsopdrachten - Artikel 234 Nieuwe Gemeentewet - Overheidsopdrachten - Kennisgeving van de besluiten van het College van Burgemeester en Schepenen.- uitstel van 25/01/2023

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met meer artikel 234.

Word op de hoogte gebracht van het besluit van het college:

1. Zitting van 01.12.2022: Dienst Overheids Opdrachten - Opdracht voor vertaling – Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking bedrag van de uitgave van 28.925,62 EUR buiten BTW of 35.000,00 EUR, 21% EUR inclusief BTW - artikel 1040/122/48 van de gewone dienst.
2. Zitting van 08.12.2022: Dienst Overheids Opdrachten - Opdracht voor vervanging van rolluiken - – Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking bedrag van de uitgave van 57.323,90 EUR buiten BTW of 69.361,92 EUR inclusief BTW op artikel 0000/724/60 van de buitengewone dienst en zal worden gedekt door leningen.
3. Zitting van 08.12.2022: Dienst Overheids Opdrachten - Opdracht voor aankoop van een lift – Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking bedrag van de uitgave van 46.000,00 EUR buiten BTW of 55.660,00 EUR inclusief BTW op artikel 7660/744/98 van de buitengewone dienst en zal worden gedekt door leningen.
4. Zitting van 08.12.2022: Dienst Overheids Opdrachten - Opdracht voor aankoop van speciale voertuigen – Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking bedrag van de uitgave van 82.644,63EUR buiten BTW of 100.000,00 EUR inclusief BTW op artikels 8780/744/98 en 4210/743/53 van de buitengewone dienst en zal worden gedekt door leningen.
5. Zitting van 08.12.2022: Dienst Overheids Opdrachten - Opdracht voor aankoop van papier voor 2023 – Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking bedrag van de uitgave van 30.578,51 EUR buiten BTW of 37.000,00 EUR inclusief BTW op artikels 1040/123/02 - 7222/124/02 - 7223/124/02 - 7340/124/02 - 76241/124/48 - 7625/124/48 - 8440/124/02 - 9300/123/02 - 9301/124/48 van de gewone dienst.
6. Zitting van 08.12.2022: Dienst Overheids Opdrachten - Opdracht voor verzorging van het wasgoed voor gemeente diensten – Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking bedrag van de uitgave van 45.454,54 EUR buiten BTW of 55.000,00 EUR inclusief BTW op artikel 1040/123/02 van de gewone dienst.
7. Zitting van 08.12.2022: Dienst Overheids Opdrachten - Opdracht voor aankoop van

auto wassers machines – Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking bedrag van de uitgave van 41.322,31 EUR buiten BTW of 50.000,00 EUR inclusief BTW op artikel 7642/744/98 van de buitengewone dienst en zal worden gedekt door leningen.

8. Zitting van 19.12.2022: Overheid Opdrachten Dienst – Opdracht voor Servicecontract voor fotokopieerapparaten– Opdracht met onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking bedrag van de uitgave, d.w.z. 40.202,95 EUR inclusief BTW – artikel 1040/742/52 van de buitengewone dienst en zal worden gedekt door leningen.

EN BESLUIT :

Enig artikel :

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houden regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0025

Département Finances

Marchés Publics - Adhésion à la centrale de marchés de Bruxelles

Environnement pour l'achat de papier et fournitures.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 38, §1, 1^ob, et ses arrêtés d'exécution;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 2, 6^o de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics permettant à une centrale de marchés, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Vu l'article 47 §2 7^o a de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics prévoyant qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale de marchés est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant qu'une centrale de marchés pour l'achat de papier et de fournitures a été mise en place par Bruxelles Environnement;

Considérant qu'il s'avère indispensable de procéder à l'achat de papier et de fournitures pour le fonctionnement des services communaux et écoles ;

Considérant qu'il est plus rapide pour la commune de recourir à cette centrale de marchés;

DECIDE :

Article 1 :

D'adhérer à la centrale de marchés de Bruxelles Environnement pour l'achat de papier et de fournitures.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Financiën

**Overheidsopdrachten - Toetreding tot de opdrachtcentrale van Leefmilieu
Brussel voor aankoop van papier en benodigdheden.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, artikel 38, §1, 1°b en zijn uitvoeringsbesluiten;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 18 april 2017 betreffende de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten die het mogelijk maakt dat een opdrachtcentrale, aanbestedende overheid, opdrachten van werken, leveringen en diensten plaatst, bestemd voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 47 §2 7° a van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, dat bepaalt dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren ;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel een opdrachtcentrale voor aankoop van papier en benodigdheden heeft opgericht;

Overwegende dat de aankoop van papier en benodigdheden voor de werking van de gemeentelijke diensten en scholen onontbeerlijk is ;

Overwegende dat het snelste is voor de gemeente om een beroep op die opdrachtcentrale te doen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Om toe te treden tot de opdrachtcentrale van Leefmilieu Brussel voor voor aankoop van papier en benodigdheden.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0026

Département des Ressources Humaines

Centres de test et de vaccination - Don du matériel suite à la fermeture des centres.- report du 25/01/2023

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil du 23/11/2022 décidant de fermer définitivement le centre de test le 30/11/2022 et le centre de vaccination le 31/12/2022 ;

Considérant qu'il y a lieu de partager le matériel utilisé dans ces centres ;

Considérant que les services communaux récupéreront le matériel suivant :

- Le service Economat :

Chaises de bureau	14
Déchiquteuse	1
Encres noires W1331X - HP Laser	1

Encres noires W2030XC - HP Laser Jet	3
Encres bleus W2031XC - HP Laser Jet	3
Encres jaunes W2032XC - HP Laser Jet	1
Encres roses W2033XC - HP Laser Jet	3
Horloges rectangles noires	10
Horloges rondes grises	2
Petites poubelles noires	22
Poubelles cartons	5
Coupe-feuille	1
Frigo/congélateur	1
Frigos de table	4
Micro-ondes	1
Panneaux parking PMR	3
Panneaux stationnement PMR	1
Charriot de ménage	1
Coffre fort	1
Affiches Molenbeek	2
Panneaux centre de vaccination	1
Talkie-Walkie	6
GSM	6
Chaises roulantes	1
Boites de gants "S"	9
Boites de gants "S"	10
Boites de gants "M"	13
Boites de gants "L"	8
Boites de gants "XL"	8
Boites de masques enfants	111
Gels hydro alcoolique 500 ml (avec pompe)	20
Gels désinfectants surface	12
Boites complète de masques chirurgicaux	40
Chasubles communales	11
Boites de mouchoirs	5
Boites de masques FFP2	1
Etiquettes de congélation	12
Tabliers jetables	6

- Le service Informatique

Tours ordi	14
Ecrans	15
Souris	18
Claviers	15
Scanners	14
Imprimantes tickets	7
Sac de câbles divers	1
PC portable	4
TV Samsung	2
Imprimante HP Laser JetPro MFP M479dw	3
Imprimante HP Laser 408dn	1

- Le service SIPPT

DEA IPAD 1
 detecteur CO2 5

- Le service des Ateliers

Chaises en plastique	196
Tables hautes	1
Tables pliables	28
Tentes	6
Poteaux rouges et blancs	9
Chaines séparatrice rouge/blanc	6
Grands bacs oranges en métal	4
Onduleurs	2
Panneaux de séparation gris	5
Porte TV	1
Rouleaux blanc collant (+-1m)	1
Cendrier extérieur	1
Bâches centre de test	4
Flagues centre de test	
Flagues centre de vaccination	
Bâches centre de vaccination	
Plaque led	2
Borne électrique jaune	1
Câbles électriques avec prises bleu	2
Rallonges	

- le PSE

Omnifix 10cm x 10m	2
Compresse de gaz stérile 5 x 5cm - ouvert	1
Compresse de gaz stérile 5 x 5cm	2
Compresse de gaz stérile 10 x 10cm	1
Compresse de gaz stérile 10 x 10cm - ouvert	1
Compresse de gaz 5 x 5cm	1
Bandes crêpe 5cm x 4m	3
Bandes crêpe 7cm x 4m	13
Bandes crêpe 10cm x 4m	8
Bandes crêpe 15cm x 4m	4
Tensiomètres manuels	2
Stétoscopes	2
Echarpe triangle non stérile	1
Couverture de survie	7
Thermomètres	2
Ciseaux	1
Coolpack	2
Tigettes	1

Glucomètre	1
Saturomètres	1
Lancettes à usage unique - ouvert	1
Chambres inhalation VORTEX	1
Boites de sparadraps pédiatrique - ouverte	1
Chambres inhalation - pédiatrique	1
HIBIDIL 15ml	11
HIBIDIL 15ml	150
EPIPEN adultes 300mcg	1
VENTOLIN 100 mcg	2
Boite complète de sérum physiologique	
Distributeur compresse à cellulose	3
Paquets de compresse à cellulose	11
Bassins réniformes	300
Visières	1
Boite complète de sérum physiologique	
Boites de sparadraps "Dermaplast"	
Boites de serviettes alcooliques	49
Boites de sparadraps enfants	8
Rouleaux de compresses à cellulose	12
Désinfectants alcoolique cutané (250ml)	60
Paquets de compresse à cellulose	2
Boite MAIMED	1
Distributeur compresse à cellulose	3
Considérant que le matériel restant est à donner aux partenaires, à savoir le CHU Saint Pierre, la Croix rouge et le CPAS ;	

DECIDE

Article 1 :

De donner le matériel suivant à la Croix Rouge :

- Catéther 18 g vert
- Catéther 20 g rose
- Catéther 22 g bleu
- Catéther 24 g jaune
- Aiguilles 18 g rose - boite de 100 (3 manquantes)
- Aiguilles 21 g vert
- Aiguilles 16g blanc
- Aiguilles 23 g bleu
- Canule de Geudel bleu taille 0
- Canule de Geudel blanc taille 2
- Canule de Geudel vert taille 3
- Canule de Geudel jaune taille 4
- Canule de Geudel rouge taille 5
- Lancettes à usage unique
- Robinets stériles à 3 voies
- Robinets stériles anti-reflux
- Prolongateurs avec robinets 3 voies stériles

Perfuseurs 1 voie stérile

Pansements pour fixation de caté - IV 3000 6cm x 8cm

Pansements pour fixation de caté - IV 3000 10cm x
12cm

Masques ballons rouges taille 4 - adulte

Masques ballons jaunes taille 5 - adulte

Masques ballons orange taille 3 - pédiatrique

Masques à haute concentration - adulte

Masque à haute concentration - pédiatrique

Lunettes à oxygène - adulte

Lunettes à oxygène - pédiatrique

Rallonge oxygène

Chambre inhalation

Filtres à ballons

Glucomètres

Caisse de housses pour civière entamée

Stifneck

Scoop

Ballons réa - ouvert

Monitoring

Patch électrodes

Tigarettes

Elastiques garrots

ADRENALINE 0,8mg/ml

ADRENALINE 1mg/ml

DIAZEPAM 10mg

DAFALGAN 1g

GLUCOSE HYPER 10g

LITICAN 50mg

NACL 0,9% 10ml

SOLU-MEDROL 125mg

SOLU-MEDROL 125mg SOLV

SOLU-MEDROL 40mg /2ml

MEDROL 32mg

MOTILIUM Instant 10mg

MOTILIUM 10 mg

IMODIUM instant

TEMESTA Expidet 2,5mg

VALIUM 10mg

XYZALL 5mg

XYZALL

EPIPEN adultes 300mcg

EPIPEN Junior 150mcg

Article 2 :

De donner le matériel suivant au CHU Saint Pierre:

Sacs de secours vides

Stéthoscope Littemann vert fluo

Frigos médicaux :

1 frigo Gram 884510712 BioCompact II RR410 Wit,
glasdeur links, 1 frigo Gram 884510252 BioCompact II
RR410 INOX, glasdeur links

Article 3 :

De donner le matériel suivant au CPAS:

Boîtes à seringues 2 ml

Boîtes à aiguilles 23 g

Boîte à aiguilles 18 g

Seringues stériles 2 ml

Seringues stériles 2 ml

Seringues stériles 5 ml

Seringues stériles 5 ml

Seringues stériles 10 ml

Seringues stériles 20 ml

Seringues stériles 20 ml

Nébulisateurs adultes

Chambres inhalation VORTEX

Saturomètres

Gels désinfectants mains

Distributeur compresses à cellulose

NACL 0,9% 500ml

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Human Resources

**Test en vaccinatiecentrum - gift van materiaal na sluiting centra.- uitstel van
25/01/2023**

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0027

Prévention et Vie Sociale

**Culture fr - Déclassement d'ancien mobilier du conseil communal.- report du
25/01/2023**

LE CONSEIL,

Considérant qu'une trentaine de vieux fauteuils décatis du conseil communal molenbeekois croupissent depuis plus de vingt ans dans une soupenle du chateau du Karreveld;

Vu qu'en prévision d'activités culturelles dans les espaces du chateau du Karreveld, il est indispensable de gagner de la place utile;

Vu que d'après les services du secrétariat communal et du musée communal, il n'est nul part fait mention de ce mobilier dans le patrimoine communal;
Considérant l'intérêt mémoriel de conserver au moins une paire de ces vénérables fauteuils, à confier aux bons soins du musée communal;

DECIDE:

Article unique:

De charger le service culture d'offrir ce mobilier vétuste à une bonne oeuvre, du type 'les Petits riens', et d'en prelever deux exemplaires corrects à conserver par les services du musée communal.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Cultuur fr - Degradatie van oude gemeentelijkraad meubilair.- uitstel van 25/01/2023

DE RAAD,

Gezien het feit dat een dertigtal oude vervallen Molenbeekse raadsstoelen al meer dan twintig jaar in een kelder van het kasteel Karreveld liggen te rotten;

Met het oog op de culturele activiteiten in het kasteel Karreveld is het van essentieel belang om bruikbare ruimte te verkrijgen;

Volgens de diensten van het gemeentesecretariaat en het gemeentemuseum wordt dit meubilair niet vermeld in het gemeentelijk erfgoed;

Gezien het herdenkingsbelang om ten minste één paar van deze eerbiedwaardige fauteuils te behouden, toe te vertrouwen aan de goede zorgen van het gemeentemuseum;

BESLUIT :

Enig artikel :

De culturele dienst opdragen dit verouderde meubilair aan te bieden aan een goed doel, zoals "Les Petits riens", en twee correcte exemplaren te nemen die door de diensten van het gemeentemuseum worden bewaard.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

15.02.2023/A/0028

Département Services généraux et Démographie

Action Sociale - Subside aux Organismes - Prise de connaissance.- report du

25/01/2023

LE CONSEIL,

Vu l'article 123 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du 23/05/2018 par laquelle le Conseil communal a approuvé le règlement concernant l'octroi des subsides ;

Vu la loi du 14 novembre 1983, relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des

subventions ;

Prend connaissance :

1) Des subventions de fonctionnement octroyées par décision du Collège Echevinal en date du 1/12/2022 :

L'asbl « La Cité Joyeuse »	500,00 EUR
L'asbl « Molenrom »	250,00 EUR
L'asbl « Trait D'Union »	500,00 EUR
L'asbl « EOP »	470,00 EUR
L'asbl « Entraide et Solidarité »	230,00 EUR
L'asbl « Lumina »	1.500,00 EUR
Vriendenbond « Herman Teirlinck »	1.000,00 EUR
L'asbl « Zonnelied »	800,00 EUR
Le Conseil Consultatif Communal des Aînés	1.500,00 EUR

2) Un subsidie pour un projet ponctuel octroyé par décision du Collège Echevinal en date du 1/12/2022 :

L'asbl « Lumina » - Pojet Handy-Choc Festival	500,00 EUR
---	------------

3) Des subventions de fonctionnement octroyées par décision du Collège Echevinal en date du 08/12/2022 :

L'asbl « Echos & Ricochets »	500,00 EUR
L'asbl « Cercle Royal des Anciens 13 »	1.500,00 EUR
Le « Royal club Bruxelles Ouest Philatélie »	600,00 EUR
Vriendenbond « De Grijze Geuzen »	1.000,00 EUR

4) Des subventions de fonctionnement octroyées par décision du Collège Echevinal en date du 22/12/2022 :

« Faucons Rouges de Molenbeek - 100% Voisins »	1.000,00 EUR
L'asbl « SUSA – Bruxelles »	1.000,00 EUR

5) Une subvention de fonctionnement octroyée par décision du Collège Echevinal en date du 29/12/2022 :

L'asbl « Le Toucan – Accompagnement Social »	250,00 EUR
--	------------

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

Sociale Actie - Subsidie aan instellingen - Kennismaking.- uitstel van 25/01/2023

DE GEMEENTRAAD,

Gelet op artikel 123 2° van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad tot aanneming van het reglement betreffende de toekenning van subsidies in zijn zitting van 23/05/2018;

Gelet op de wet van 14 november 1983, betreffende de controle op de toekenning en op aanwending van sommige toelagen;

Neemt kennis:

1) Van de beslissing van het Schepencollege van 01/12/2022 betreffende de werkingssubsidies toegekend aan:

asbl « La Cité Joyeuse »	500,00 EUR
asbl « Molenrom »	250,00 EUR
asbl « Trait D'Union »	500,00 EUR
asbl « EOP »	470,00 EUR

asbl « Entraide et Solidarité »	230,00 EUR
asbl « Lumina »	1.500,00 EUR
Vriendenbond « Herman Teirlinck »	1.000,00 EUR
asbl « Zonnelied »	800,00 EUR
De Gemeentelijke Adviesraad voor senioren	1.500,00 EUR
2) Van de beslissing van het Schepencollege van 01/12/2022 betreffende de subsidie voor een gericht project toegekend aan:	
asbl « Lumina » - project « Handy-Choc Festival »	500,00 EUR
3) Van de beslissing van het Schepencollege van 08/12/2022 betreffende de werkingssubsidies toegekend aan:	
asbl « Echos & Ricochets »	500,00 EUR
asbl « Cercle Royal des Anciens 13 »	1.500,00 EUR
Le « Royal club Bruxelles Ouest Philatélie »	600,00 EUR
Vriendenbond « De Grijsze Geuzen »	1.000,00 EUR
4) Van de beslissing van het Schepencollege van 22/12/2022 betreffende de werkingssubsidies toegekend aan:	
« Faucons Rouges de Molenbeek - 100% Voisins »	1.000,00 EUR
asbl « SUSA – Bruxelles »	1.000,00 EUR
5) Van de beslissing van het Schepencollege van 29/12/2022 betreffende de werkingssubsidie toegekend aan:	
asbl « Le Toucan – Accompagnement Social »	250,00 EUR

De Raad neemt kennis.

15.02.2023/A/0029

**Département Services généraux et Démographie
Relations Internationales - Règlement communal relatif à l'octroi de subsides -
Octroi de subside aux associations molenbeekoises - Communication des
décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.**

LE CONSEIL,

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à l'octroi de subsides ponctuels d'un montant d'une valeur égale ou inférieure à 1.500 EUR, en vertu du chapitre 2 du règlement communal établissant les règles générales d'octroi de subside directement accordés par l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean en faveur d'un bénéficiaire dans les limites des crédits budgétaires;

EST INFORME DES DECISIONS SUIVANTES DU COLLEGE :

- 17 mars 2022 – Relations Internationales – Octroi d'un subside au CCM (Les Marinelles) – 1000,00 EUR – 1500/332-02 (subsides aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2022;
- 02 juin 2022 – Relations Internationales – Octroi d'un subside à l'asbl Ras El Hanout – 1000,00 EUR – 1500/332-02 (subsides aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2022;
- 30 juin 2022 – Relations Internationales – Octroi d'un subside à l'asbl La Rue – 600,00 EUR – 1500/332-02 (subsides aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2022;

- 20 juillet 2022 – Relations Internationales – Octroi d'un subside à l'asbl S.B.A.B.A. – 600,00 EUR – 1500/332-02 (subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2022;
- 24 novembre 2022 – Relations Internationales – Octroi d'un subside à l'asbl Lumina – 300,00 EUR – 1500/332-02 (subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2022;
- 22 décembre 2022 - Relations Internationales - Octroi d'un subside au CCM (marché de Noël/commerce équitable) - 332,00 EUR - 1500/332/02 (subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2022;

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Internationale Betrekkingen - Gemeentelijke regeling inzake de toekenning van subsidies - Toekenning van subsidies aan verenigingen in Molenbeek - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Overwegende dat de beslissingen van het college van burgemeesters en schepenen betreffende de toekenning van eenmalige subsidies voor een bedrag gelijk aan of minder dan 1.500 EUR, overeenkomstig hoofdstuk 2 van de gemeentelijke verordening tot vaststelling van de algemene regels voor de toekenning van subsidies die rechtstreeks door het gemeentebestuur Sint-Jans-Molenbeek aan een begunstigde worden toegekend binnen de grenzen van de begrotingskredieten;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :

- 17 maart 2022 – Internationale Betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan de v.z.w. CCM (Les Marinelles) - 1000,00 EUR –1500/332-02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2022;
- 02 juni 2022 – Internationale Betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan de v.z.w. Ras El Hanout - 1000,00 EUR – 1500/332-02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2022;
- 30 juni 2022 – Internationale Betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan de v.z.w. La Rue - 600,00 EUR – 1500/332-02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2022;
- 20 juli 2022 – Internationale Betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan de v.z.w. S.B.A.B.A. - 600,00 EUR – 1500/332-02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2022;
- 24 november 2022 – Internationale Betrekkingen – Toekenning van een subsidie aan de v.z.w Lumina – 300,00 EUR – 1500/332-02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2022;
- 22 december 2022 - Internationale Betrekkingen - Toekenning van een

subsidie aan de v.z.w CCM (kerstmarkt/fairtrade) - 332,00 EUR - 1500/332-02
(subsidie aan de organismen) van de gewone bergroting van het dienstjaar
2022;

De Raad neemt kennis.

15.02.2023/A/0030

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Motion déposée Monsieur Khalil Boufraquech, au nom
du Groupe PS-Vooruit, demandant la libération de Monsieur Olivier
Vandecasteele, détenu en Iran.

LE CONSEIL,

CONTEXTE

Plus personne n'ignore qu'Olivier VANDECASTEELE, travailleur humanitaire, tounaisien d'origine, est actuellement retenu en Iran.

Il a été arrêté le 24 février 2022, lors d'un bref séjour dans ce pays qu'il connaissait bien pour y avoir vécu et travaillé.

Incarcéré dans la prison d'Evin entre février et août, il a ensuite été transféré dans un lieu inconnu.

Condamné à 28 ans de prison, c'est en Janvier 2023 que les charges retenues contre lui ont été dévoilées au terme d'un verdict expéditif du régime iranien, l'accusant, fallacieusement, d'espionnage.

Face à ces circonstances dramatiques, un élan citoyen et solidaire tente, par tous les moyens, d'activer la diplomatie et le gouvernement belge en vue d'obtenir la libération d'Olivier VANDECASTEELE.

Afin de marquer son total soutien à cette demande légitime, le Conseil communal de Molenbeek, en séance publique du 15 février 2023, propose d'adopter la motion suivante :

MOTION

Vu la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948 et plus précisément l'extrait de son préambule reprenant *“les États Membres se sont engagés à assurer le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales”* ;

Considérant que le travailleur humanitaire Olivier VANDECASTEELE a été arrêté arbitrairement le 24 février 2022 par les autorités iraniennes pour cause d'espionnage ;

Considérant qu'en exécution de cette arrestation Monsieur Olivier VANDECASTEELE a été emprisonné ;

Considérant que l'emprisonnement dans la prison d'Evin de février à août 2022 est intervenu dans des conditions déplorables et inhumaines ;

Considérant qu'il se trouve actuellement dans un lieu inconnu dans des conditions assimilables à une disparition forcée ;

Considérant qu'en presque un an maintenant, malgré une insistance répétée, l'Ambassadeur belge n'a obtenu que 6 visites consulaires sous haute surveillance ;

Considérant qu'Olivier VANDECASTEELE n'a dès lors pas le droit d'évoquer les sujets qu'il souhaite lors de ces entretiens ;

Considérant qu'Olivier VANDECASTEELE a informé les services consulaires de la circonstance qu'il a été obligé de comparaître devant un tribunal à l'insu des autorités belges locales et de ses avocats iraniens ;

Considérant que son "avocat" désigné par le tribunal n'a jamais pris la parole pendant son "procès" ;

Considérant qu'Olivier VANDECASTEELE a également signalé avoir été condamné pour toutes les charges retenues contre lui sans avoir été autorisé à communiquer sur ces charges ;

Considérant que cette injustice, le manque de perspectives pour Olivier VANDECASTEELE ainsi que ses conditions de détention ont sérieusement altéré sa santé et entamé sa capacité de résistance tant physique que mentale ;

Considérant qu'Olivier VANDECASTEELE a entamé une grève de la faim depuis la mi-novembre;

Considérant qu'Olivier VANDECASTEELE est à l'isolement complet depuis près d'un an dans un lieu inconnu et qu'il est détenu dans des conditions inhumaines, ce qui est considéré comme de la torture par les Nations Unies et Amnesty International ;

Considérant que la Commune de Molenbeek peut exercer une influence en matière de droits humains, d'abord sur son territoire, mais aussi dans le monde, vu le rayonnement international de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que la Commune de Molenbeek a rappelé à plusieurs reprises au respect du droit international et des droits humains notamment dans les motions suivantes « Reconnaissance formelle de la Palestine » en date du 26/11/2014 ainsi que celle « Contre la guerre en Ukraine » datée du 23/03/2022 ;

Considérant que le Parlement fédéral a adopté le 20 juillet 2022 le projet de loi d'assentiment à plusieurs traités, dont celui qui organise la possibilité de transfèrement de prisonniers entre la Belgique et l'Iran ;

Considérant que ce traité ouvrirait la porte à un échange de prisonniers, d'un côté, le diplomate iranien, condamné en 2021 en Belgique à 20 ans de prison pour un projet d'attentat en France, et, de l'autre, Olivier VANDECASTEELE ;

Considérant que la Cour constitutionnelle a décidé le 8 décembre 2022 de suspendre la loi d'assentiment au traité qui permet le transfèrement ;

Considérant qu'Olivier VANDECASTEELE a été condamné à une peine de 28 ans de prison en raison d'accusations d'espionnage ;

Considérant que la famille et les proches d'Olivier VANDECASTEELE sont anéantis par cette situation ;

Considérant la mobilisation citoyenne en soutien à Olivier VANDECASTEELE, notamment au travers d'une pétition ayant recueilli plus de 39.000 signatures et de différentes actions de sensibilisation en Wallonie Picarde, mais aussi à l'échelle du pays et même au-delà de ses frontières.

LE CONSEIL COMMUNAL DE MOLENBEEK EXHORTE :

- le Gouvernement fédéral, l'Ambassadeur de Belgique en Iran et l'Ambassadeur d'Iran en Belgique de mettre en œuvre toutes les procédures diplomatiques possibles pour faire libérer Olivier VANDECASTEELE en urgence ;
- le Gouvernement fédéral, l'Ambassadeur de Belgique en Iran et l'Ambassadeur d'Iran en Belgique de veiller à la dignité des conditions de détention d'Olivier VANDECASTEELE ;
- le Premier Ministre, le Ministre de la Justice et la Ministre des Affaires étrangères de prendre toutes initiatives internationales utiles, par exemple sous la forme d'un nouveau traité ou d'une nouvelle déclaration internationale, contre les prises d'otages étatiques, aux fins d'obtenir la libération d'Olivier VANDECASTEELE dans les meilleurs délais.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door de heer Khalil Boufraquech,
namens de fractie PS-Vooruit, over de vrijlating van de heer Olivier
Vandecasteele, die in Iran wordt vastgehouden.**

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

15.02.2023/A/0031

**Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Motion déposée par Emre SUMLU, Conseiller
communal ECOLO SAMEN, « Charte éthique – Code de déontologie ».**

Charte éthique - Code de déontologie

Préambule

L'action communale doit être conforme non seulement à la Constitution, à la Loi (au sens large), aux principes des

Droits Humains et à la bonne gouvernance, mais aussi à des règles éthiques (principes et système de valeurs).

En signant cette charte, les mandataires de Molenbeek-Saint-Jean s'engagent à respecter les règles éthiques spécifiques, tant dans l'exercice stricte de leur(s) mandat(s) que dans toutes les relations avec les autres mandataires, leurs collègues, les fonctionnaires et toute autre partie prenante.

Ils reconnaissent ainsi que leur intégrité et leur exemplarité sont essentielles tant à l'exercice de leur(s) mandat(s) qu'à maintenir et renforcer la confiance des habitant.e.s de Molenbeek-Saint-Jean dans le système démocratique local.

Article 1er

Le présent code s'applique à tous.toutes les mandataires communaux.ales de Molenbeek-Saint-Jean. Il faut entendre par mandataires communaux.ales :

- Le.la bourgmestre, les échevin(e)s et les conseiller(e)s communaux(ales) ;
- Le.la président.e et les conseiller.ère.s du Conseil de l'action sociale ;
- Les conseiller(e)s de police ;
- Tout membre de l'assemblée générale, du conseil d'administration, du comité de

gestion ou de conseil d'un organisme local, désigné par la commune.

Article 2 – L'intérêt général

Les mandataires communaux doivent, dans l'exercice de leur mandat, faire prévaloir l'intérêt général dont ils ont la charge. Les mandataires s'abstiennent de toute considération d'intérêt personnel ou familial, de toute forme de favoritisme ou de népotisme.

Article 3 - Respect de l'intégrité physique et psychologique de toutes les parties prenantes

Les mandataires se gardent de toute forme de harcèlement moral ou à caractère sexuel.

Ils/elles ne tiennent aucun propos, ne font aucune allusion et n'ont aucun comportement à caractère raciste, sexiste ou discriminatoire.

Article 4 – Impartialité et Exemplarité

Les mandataires préservent l'égalité des droits au niveau de la fonction publique, c'est à dire qu'ils/elles doivent assurer leurs mandats à l'égard de tous/toutes les citoyen.ne.s dans les mêmes conditions, quels que soient leurs opinions religieuses ou politiques, leur origine, ou leur sexe/genre. Tout.e citoyen.ne et toute institution est traité.e équitablement et sans discrimination d'aucune forme. Les décisions sont prises et les services rendus sans considération partisane.

Les mandataires s'expriment en veillant à tenir des propos à la hauteur de leur mandat en évitant notamment les attaques personnelles, les calomnies et les propos diffamatoires.

Article 5 - Transparence

Les mandataires ne dissimulent aucune information à laquelle le.la citoyen.ne a légitimement droit.

Ils/elles communiquent avec les autres mandataires loyalement et ouvertement. Les rapports financiers ou d'activité, et autres documents qu'ils publient ou approuvent, doivent refléter la réalité ou, en toute bonne foi, celle qu'ils/elles pensent être.

Les mandataires veillent, lorsqu'ils/elles publient des informations à ce qu'elles soient complètes et exactes ou en toute bonne foi pensent l'être.

Article 6 - Conflit d'intérêt

Les mandataires communaux déclarent avoir pris connaissance de l'article 245 du code pénal relatif à la prise illégale d'intérêt.

Ils/elles évitent de se placer dans une situation de conflit ou d'apparence de conflit d'intérêts. Un conflit d'intérêts existe lorsqu'un.e mandataire communal.e a un intérêt personnel qui pourrait influencer indûment l'exercice de ses fonctions.

Le.la mandataire communal.e qui constate qu'il/elle s'expose à un conflit d'intérêts réel ou potentiel en fait état oralement (sans pour autant mettre en péril le principe du respect de la vie privée) avant toute intervention écrite ou orale et avant de voter en séance du collège, du conseil communal, du conseil de l'action sociale, du conseil de police ou de l'instance dans laquelle il/elle a été désigné.e, à propos d'une question qui

touche à cet intérêt.

Aucun membre de l'exécutif ne peut être membre d'une instance décisionnelle d'une association soutenue par la

commune sauf si les statuts de cette dernière prévoit le cas contraire.

Les mandataires ne sollicitent aucun cadeau. Ils n'acceptent, ne donnent et ne sollicitent, à titre personnel et à usage

privé, aucun cadeau, avantage, faveur, ou autre avantage qui pourrait influencer son objectivité et son impartialité dans

l'exercice de son mandat. Ils/elles refuseront d'être plac.e.s dans une situation d'obligé.e.s envers le ou les donateurs.

Ils/elles veilleront également à ne pas faire état de leur mandat lors de l'achat, à titre personnel, de biens ou services

auprès d'un fournisseur de la Commune.

Occasionnellement, l'acceptation d'un cadeau ou d'un autre bénéfice n'est admissible que si :

- sa valeur est minime et

- l'offre se produit lors d'une activité ou d'un événement lié à l'exercice des fonctions officielles du mandataire pour

autant que cette acceptation ou donation ne compromet, ou ne donne pas l'impression de compromettre, l'intégrité du mandataire concerné.

Article 7 - Confidentialité et devoir de réserve

Sans préjudice à la transparence, les mandataires s'abstiendront strictement de communiquer des informations qui

relèvent de la confidentialité, ou de sources non fiables ou partielles.

Les mandataires veilleront enfin à maintenir un devoir de réserve, notamment avec les membres du personnel

communal, notamment en évitant de leurs imposer leurs opinions sur les autres mandataires ou autres parties prenantes,

et en évitant de solliciter leurs opinions politiques.

Article 8 - Responsabilité et professionnalisme

Les mandataires communaux s'engagent à participer pleinement et régulièrement aux séances du conseil communal, du

conseil de l'action sociale, du conseil de police, et aux commissions auxquelles ils/elles appartiennent ainsi qu'aux

instances au sein desquelles ils/elles ont été désigné.e.s.

Article 9 - Respect de la séparation des pouvoirs

Les mandataires respectent scrupuleusement le principe de séparation des pouvoirs et s'interdit d'intervenir, de manière

directe ou indirecte, oralement ou par écrit :

- auprès de magistrats de quelque juridiction que ce soit, d'entreprendre des démarches auprès de ces instances afin de

s'enquérir de l'état d'avancement d'un dossier ou d'accélérer une procédure, liée à un contentieux particulier, à

l'exception de la possibilité de transmettre au Procureur du Roi compétent.e toute information dont ils /elles auraient

connaissance et qui est susceptible d'intéresser l'action publique ;

- auprès de toute administration ou service dans le but de favoriser d'une quelconque façon une personne pour

l'obtention d'une décision administrative.

Article 10 – Respect des obligations légales

Les mandataires communaux s'engagent à satisfaire avec sérieux et diligence à toutes leurs obligations légales,

notamment fiscales, sociales et administratives.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door Mijnheer Emre SUMLU,
gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, "Ethisch Handvest - Gedragscode".

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

15.02.2023/A/0032 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Motion de solidarité avec les travailleurs de Grains
Noirs, déposée par Madame Addi, Conseillère communale PTB*PVDA.

LE CONSEIL,

La société “Grains Noirs” est installée sur le territoire de la commune de Molenbeek et emploie plus de 70 personnes.

Grains Noirs prépare des salades et sandwiches à destination des supermarchés et des cantines d’entreprises.

Depuis le mardi 7 février, les travailleurs de l’entreprise Grains Noirs sont en grève.

Ils s’opposent au licenciement de 8 travailleurs.

La grève est menée en front commun syndical, (CSC Alimentation et Services et FGTB Horval).

Les travailleurs et leurs syndicats constatent que la société fait appel à des intérimaires, pousse plusieurs travailleurs à prêter des heures supplémentaires et en même temps procède à des licenciements tout en utilisant le chantage habituel que si les 8 travailleurs ne sont pas licenciés l’entreprise serait en péril.

La société est à l’arrêt et le piquet de grève est installé devant les locaux depuis le 6 février.

Les 8 licenciements ont été annoncés le jeudi 2 février. Vu l’absence de réponse aux questions soulevées par les travailleurs et travailleuses de la part de la direction, le personnel a décidé de se mettre en grève le mardi 7 février, en front commun syndical. La société n’a fermé à aucun moment durant la pandémie.

Durant les périodes de fêtes les travailleurs sont mis sous pression pour être flexible et prêter des heures supplémentaires. Aujourd’hui, après les fêtes, la société veut licencier.

Le recours de plus en plus fréquent à l’intérim constitue un grand problème pour les travailleurs à cause de la précarité; en outre, cela augmente les risques d’accident à cause de l’inexpérience des travailleurs intérimaires.

Des témoignages recueillis auprès des travailleurs et travailleuses, il ressort également que les conditions de travail pourraient poser question.

Le conseil,

- Décide d’exprimer sa solidarité avec les travailleurs dans leur lutte pour le maintien d’emplois stables
- Regrette que la direction envenime la situation en empêchant les travailleurs et travailleuses du piquet de grève l’accès aux toilettes
- De prendre contact avec les travailleurs et leurs syndicats pour s’assurer des conditions de travail dignes et conformes aux lois en vigueur.

Le point est retiré de l'ordre du jour par Madame Moureaux car le sujet n'est pas

d'intérêt communal.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Motie van solidariteit met de arbeiders van Grains
Noirs, ingediend door Mevrouw Addi, gemeenteraadslid PTB*PVDA.**

Het punt wordt van de dagorde door mevrouw Moureaux gehaald omdat het onderwerp niet van gemeentelijk belang is.

15.02.2023/A/0033 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Vancauwenberge,
conseiller communal PTB*PVDA, relative à la taxe sur les antennes et pylônes
GSM.- report du 25/01/2023**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par M. Vancauwenberge, dont le texte suit :

Le quotidien LDH révèle dans son édition du 2/1/23 que des communes bruxelloises ont du mal à percevoir la taxe antenne et pylône GSM. [Ces millions d'euros qui échappent aux communes bruxelloises : comment les opérateurs télécoms esquivent les taxes de la capitale](#)

La perception de cette taxe pose un gros problème depuis des années dans maintes communes. Et il s'agit parfois de montants importants. A Anderlecht il s'agit d'un montant de 15 millions d'€, à Berchem de 6 millions.

Les opérateurs intentent des actions en justice, et cela depuis des années. La conséquence est que les communes ne peuvent disposer de cet argent, ce qui est particulièrement problématique en cette période de problèmes budgétaires. En outre, cela engendre des frais d'avocats parfois assez lourds.

Mes questions:

- *Est-ce que ce problème se pose également à la commune Molenbeek? Et si oui, à combien s'élèvent les sommes contestées? Par an et cumulées?*
- *Depuis quand ce problème se pose-t-il? Quelles sont les dernières évolutions? S'achemine-t-on vers une solution? Si oui, laquelle?*
- *A combien s'élèvent les frais en justice engagés par la commune depuis le début du litige?*
- *Quelles sont les causes de cette situation aberrante?*
- *De quelles sociétés télécom s'agit-il?*
- *Qu'est-ce que la commune a déjà entrepris pour récupérer ces montants?*
- *Adhèrez-vous à une approche régionale préconisée par certains ou privilégiez-vous l'approche solo?*

Luc Vancauwenberge

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Vancauwenberge,
gemeenteraadslid PTB*PVDA, betreffende de belasting op GSM-antennes en
zendmasten.- uitstel van 25/01/2023

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgevormd in schriftelijke vraag.

15.02.2023/A/0034 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Addi, conseillère
communale PTB*PVDA, relative à l'occupation de sans-papiers rue
Vanderstichelen.- report du 25/01/2023

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Addi, dont le texte suit :

Cher.e.s conseiller.e.s, le collègue

J'ai appris via un pensionnaire de l'occupation que suite au projet de vente du propriétaire, il avait été décidé que les résident.e.s du lieu avaient ordre de quitter ce logement pour le 15 janvier 2023. Le groupe est composé d'hommes, femmes et enfants en bas âge, dont le dernier né de 2 mois.

Faute d'alternative, ils sont toujours dans l'attente d'une proposition de la commune pour être relogés.

Quelle garantie de relogement pouvez-vous leur apporter?

Merci pour votre réponse,

Hind Addi conseillère communale PTB

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Addi,
gemeenteraadslid PTB*PVDA, over de bezetting van zonder papieren in de
Vanderstichelenstraat.- uitstel van 25/01/2023

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 02:35
Opheffing van de zitting om 02:35

La Secrétaire f.f.,
De wnd. Secretaris,

La Présidente du Conseil,
De Voorzitster van de Raad,

Marijke Aelbrecht

Catherine Moureaux